Le Déplacement Involontaire et la Réinstallation des Populations dans les Projets de Développement

Directives générales pour les projets financés par la Banque mondiale

Michael M. Cernea
RECENT WORLD BANK TECHNICAL PAPERS

No. 40. Plusquellec and Wickham, *Irrigation Design and Management: Experience in Thailand and Its General Applicability*

No. 41. Bord na Móna, *Fuel Peat in Developing Countries*

No. 42. Campbell, *Administrative and Operational Procedures for Programs for Sites and Services and Area Upgrading*

No. 43. Simmonds, *Farming Systems Research: A Review*

No. 44. de Haan and Nissen, *Animal Health Services in Sub-Saharan Africa: Alternative Approaches* (also in French, 44F)

No. 45. Sayers, Gillespie, and Queiroz, *The International Road Roughness Experiment: Establishing Correlation and a Calibration Standard for Measurements*

No. 46. Sayers, Gillespie, and Paterson, *Guidelines for Conducting and Calibrating Road Roughness Measurements*

No. 47. Segura, *Guidelines for Evaluating the Management Information Systems of Industrial Enterprises*


No. 50. Turtiainen and Von Pischke, *Investment and Finance in Agricultural Service Cooperatives*

No. 51. Shuval and others, *Wastewater Irrigation in Developing Countries: Health Effects and Technical Solutions*

No. 52. Armstrong-Wright, *Urban Transit Systems: Guidelines for Examining Options* (also in Spanish, 52S)


No. 55. Technica, Ltd., *Techniques for Assessing Industrial Hazards: A Manual*

No. 56. Silverman, Kettering, and Schmidt, *Action-Planning Workshops for Development Management: Guidelines*

No. 57. Obeng and Wright, *The Co-composing of Domestic Solid and Human Wastes*

No. 58. Levitsky and Prasad, *Credit Guarantee Schemes for Small and Medium Enterprises*

No. 59. Sheldrick, *World Nitrogen Survey*

No. 60. Okun and Ernst, *Community Piped Water Supply Systems in Developing Countries: A Planning Manual*

No. 61. Gorse and Steeds, *Desertification in the Sahelian and Sudanian Zones of West Africa*


No. 64. Hillel, *The Efficient Use of Water in Irrigation: Principles and Practices for Improving Irrigation in Arid and Semiarid Regions*

(List continues on the inside back cover)
Le Déplacement Involontaire et la Réinstallation des Populations dans les Projets de Développement

Directives générales pour les projets financés par la Banque mondiale
La photographie de la page de couverture a été prise en 1978 dans le périmètre du projet hydraulique de Paulo Alfonso IV au Brésil, à l’emplacement du réservoir du barrage de Sobradinho. Dans un village devant être submergé, des enfants et des adultes démolissent le mur d’une maison, brique par brique, afin de récupérer les quelques matériaux susceptibles d’être réutilisés. On distingue à l’arrière-plan certaines des maisons neuves du village reconstruit à une altitude plus élevée pour y réinstaller les habitants.

(Photo: Maurice Asseo, 1978)
Le Déplacement Involontaire et la Réinstallation des Populations dans les Projets de Développement

Directives générales pour les projets financés par la Banque mondiale

Michael M. Cernea

Banque mondiale
Washington, D.C.
Les documents techniques sont publiés pour diffuser dans les meilleurs délais les résultats des recherches de la Banque dans les domaines du développement. C'est pourquoi le texte dactylographié de ce document n'a pas été préparé selon les méthodes appliquées aux textes imprimés officiels. La Banque mondiale ne s'estime pas responsable des erreurs qui pourraient s'y trouver.

Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans ce document n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne sauraient être attribuées à la Banque mondiale, à ses institutions affiliées, à des membres du Conseil des Administrateurs ni aux pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans cette publication et décline toute responsabilité quant aux conséquences qui pourraient résulter de leur emploi. Les cartes qui accompagnent le texte sont uniquement destinées à en faciliter la lecture; les appellations et les signes qu'elles contiennent n'impliquent de la part de la Banque mondiale, de ses institutions affiliées, du Conseil des Administrateurs ni de ses pays membres aucun jugement quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville, d'une région ou de ses autorités, ni quant à ses frontières ou à son appartenance territoriale.

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Les demandes d'autorisation de reproduction sont à adresser au Directeur du Département des publications, à l'adresse indiquée ci-dessus. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux et donne normalement cette autorisation dans les meilleurs délais et à titre gracieux si la reproduction n'a pas un but commercial. L'autorisation de photocopier des pages à des fins pédagogiques n'est pas nécessaire, mais la Banque souhaite être informée de cette utilisation.

La liste complète de toutes les publications de la Banque mondiale figure dans Index of Publications, qui paraît tous les ans et contient la liste des titres par ordre alphabétique (accompagnée des renseignements nécessaires à la commande) et des index par sujet, par auteur et par pays et région. La dernière édition peut être obtenue gratuitement auprès du Publications Sales Unit, Department F, The World Bank, 1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433, Etats-Unis, ou de Publications, Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris, France.

Michael M. Cernea est Conseiller, Sociologie du Département de l'agriculture et du développement rural de la Banque mondiale.

La Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis a catalogué l'édition anglaise comme suit :

Cernea, Michael M.  
p. cm.—(World Bank technical paper, ISSN 0253-7494 ; no. 80)  
Bibliography: p.  
ISBN 0-8213-1036-4  
HC79.E44C47 1988  
307.1'4'091724—dc19 88-5618  
CIP
Les projets de développement nécessitent parfois l'évacuation de certaines populations du lieu où elles vivent et travaillent et leur réinstallation ailleurs. Il convient d'arrêter des politiques sensées et de mettre en œuvre des actions adaptées afin de minimiser ou de compenser les effets néfastes du déplacement involontaire sur les intéressés et sur l'économie, et de faciliter leur rétablissement économique sur des bases productives et durables.

Ce rapport traite des politiques générales et des implications opérationnelles des projets de développement entraînant le déplacement involontaire de populations. Il discute des principes généraux régissant la réinstallation en tant que changement planifié, en mettant l'accent sur les responsabilités gouvernementales, la participation des populations déplacées au choix entre les différentes solutions possibles pour leur réinstallation, et la prévention des conséquences néfastes sur les populations des périmètres d'accueil et sur l'environnement. Les procédures opérationnelles décrites dans ce rapport sont adaptées à chacune des différentes étapes du cycle des projets financés par la Banque Mondiale.

Le déplacement involontaire et la réinstallation étaient autrefois abordée (et continuent souvent de l'être) comme une opération de sauvetage et d'assistance sociale au lieu d'une opération visant à poursuivre des objectifs de développement. Rejetant ces approches traditionnelles, ce rapport souligne que dans la mesure où le déplacement involontaire démantèle un système de production et un mode d'existence bien établis, tous les programmes de réinstallation doivent également être des programmes de développement. Tout plan de réinstallation doit s'articuler autour d'un train de mesures de développement, à savoir un ensemble de dispositions financées par le projet responsable du déplacement et visant à reconstruire les bases économiques des populations réinstallées et à les rétablir en tant que producteurs ou salariés gagnant convenablement leur vie. Ce rapport part du principe que les connaissances dégagées par les recherches en sciences sociales sur la réinstallation des populations s'appliquent directement et utilement à la résolution effective des problèmes économiques et sociaux inhérents à ce type de réinstallation.

Les éléments de la politique générale de la Banque et leurs implications opérationnelles sont discutés dans l'ordre suivant : les types de projets entraînant le déplacement involontaire de populations et les moyens de minimiser ce déplacement ; la nature sociale des processus de déplacement involontaire et les leçons tirées de l'expérience des projets passés ; les principes généraux devant guider la réinstallation ; les objectifs de la politique générale en matière de réinstallation ; les plans de réinstallation ; la reconstruction des bases économiques des habitants réinstallés ; l'habitat et l'organisation sociale ; les implications environnementales et la gestion environnementale ; enfin, les procédures adaptées pour traiter les questions de réinstallation à chaque étape du cycle d'un projet, à savoir l'identification, la préparation, l'évaluation, la supervision et le suivi.
L'Annexe 1 consiste en une liste vérificative technique pour préparer et évaluer les volets de réinstallation des projets. L'Annexe 2 consiste en directives pour les analyses économiques et financières des volets de projets portant sur la réinstallation involontaire. L'Annexe 3 consiste en une liste vérificative technique pour guider le suivi et l'évaluation de la réinstallation.

Ce rapport s'adresse aux planificateurs, aux directeurs de projets et aux membres d'équipes de projets, aux praticiens du développement, aux anthropologues, aux sociologues, aux environnementalistes et aux autres acteurs des processus de développement.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier ses nombreux collègues des utiles remarques et suggestions qu'ils lui ont adressées au cours de la préparation de ce rapport, et en particulier V. Rajagopalan, V. Vyas, G. Le Moigne, G. E. Schuh, D. Pickering et R. Goodland; leur discussion des versions préliminaires a permis de sensiblement améliorer la qualité de ce document, dont la préparation a été fort longue.

Les concepts anthropologiques et sociologiques éclairant la nature des processus de réinstallation des populations et les approches nécessaires en la matière, ont été discutés et précisés lors de bien des longues discussions avec des spécialistes des sciences sociales et d'autres professionnels de la réinstallation de populations; à cet égard, je tiens à remercier tout particulièrement T. Scudder, D. Butcher, W. Partridge, S. Guggenheim, R. Cernea, entre autres experts.

Nombre de mes collègues de la Banque Mondiale ont contribué à la préparation et à l'essai sur le terrain des directives techniques et économiques réunies dans les annexes, en particulier G. Davis, S. Davis, C. Diewald, D. Fitchett, W. Jones, M. Koch-Weser, R. Ng et W. Partridge. Je remercie également Gracie Ochieng, qui a vaillamment dactylographié les différentes versions de ce document.

La traduction française de ce document a été réalisée par Marie Grosdidier de Matons, avec l'assistance technique de Nicole Glineur.
# TABLE DES MATIERES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>I.</strong> INTRODUCTION</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>II.</strong> TYPES DE PROJETS ENTRAINANT LE DEPLACEMENT INVOLONTAIRE</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>DE POPULATIONS</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Eviter ou minimiser le déplacement des populations</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>La nature et l'ampleur du déplacement involontaire</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Les leçons tirées des projets passés ayant entraîné la réinstallation de populations</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>III.</strong> PRINCIPES GENERAUX DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>EN TANT QUE CHANGEMENT PLANIFIE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Les responsabilités gouvernementales</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>La participation des groupes déplacés</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>La population des périmètres d'accueil</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IV.</strong> REINSTALLATION ORIENTEE SUR LA REANCE DU PROCESSUS</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L'objectif de la réinstallation</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Le plan de réinstallation des populations</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Les mesures et stratégies de développement</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>L'indemnisation</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>L'habitat</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>L'organisation sociale des habitants réinstallés</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>La gestion environnementale</td>
<td>31</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>V.</strong> PROCEDURES OPERATIONNELLES REGISSANT LE CYCLE D'UN PROJET</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>L'identification du projet</td>
<td>35</td>
</tr>
<tr>
<td>La préparation du projet</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>La préévaluation et l'évaluation du projet</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>La supervision et le suivi du projet</td>
<td>44</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ANNEXES:</strong> OUTILS NECESSAIRES A L'ANALYSE ET A LA PLANIFICATION DES</td>
<td>47</td>
</tr>
<tr>
<td>PROJETS ENTRAINANT LE DEPLACEMENT INVOLONTAIRE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ANNEXE 1:</strong> La préparation et l'évaluation des volets de</td>
<td>48</td>
</tr>
<tr>
<td>réinstallation involontaire: Directives techniques</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(Liste vérificative)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ANNEXE 2:</strong> L'analyse économique et financière des volets du</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>projet portant sur la réinstallation: Directives</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ANNEXE 3:</strong> Le suivi et l’évaluation de la réinstallation:</td>
<td>77</td>
</tr>
<tr>
<td>Directives techniques (Liste vérificative)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>NOTES ET REFERENCES</strong></td>
<td>81</td>
</tr>
</tbody>
</table>
I. INTRODUCTION

Les projets de développement nécessitent parfois l'évacuation de certaines populations du lieu où elles vivent et travaillent et leur réinstallation ailleurs. Ce processus de déplacement et de réinstallation entraîne un profond bouleversement économique et culturel de la vie des individus affectés et de toute la trame sociale des communautés locales. Il convient d'arrêter des politiques sensées et de mettre en œuvre des actions adaptées afin de minimiser ou de compenser les effets néfastes du déplacement involontaire sur les intéressés et sur l'économie nationale.

Cette étude présente les principales directives et les procédures relatives aux projets de développement financés par la Banque Mondiale et entraînant un déplacement involontaire. Les procédures opérationnelles sont spécialement adaptées à chacune des différentes étapes du cycle de ces projets. L'objectif de ce document est d'aider les responsables concernés à préparer, à exécuter et à évaluer l'expérience de tels projets, et de contribuer à l'échange d'informations sur les approches utilisées actuellement en matière de réinstallation de populations. A ce document est également joint un ensemble de trois annexes interdépendantes constituant les outils nécessaires à l'analyse et à la planification des projets entraînant la réinstallation involontaire de populations. Il s'agit des listes techniques vérificatives pour: la préparation et l'évaluation des opérations de réinstallation (Annexe 1); leur analyse économique et financière (Annexe 2); et leur suivi et évaluation (Annexe 3).

Dans le passé, le déplacement involontaire des populations a souvent été traitée au hasard et à l'improviste, en tant qu'effet accessoire, sans importance, de grands travaux d'infrastructure. Le défaut d'objectifs clairs, de procédures uniformes et de ressources adéquates pour traiter ce problème a eu des effets tout à fait néfastes sur les populations déplacées, sur les populations des périmètres d'accueil et sur l'environnement. Pour remédier à cette situation, la Banque a publié en février 1980 un document interne à l'usage de son personnel, qui formulait une politique cohérente pour la réinstallation des populations déplacées par des projets de la Banque. C'était la première fois...
qu'un organisme d'aide au développement arrêtait une politique destinée tout spécialement à guider les actions dans ce domaine complexe, ceci afin de mieux protéger les intérêts des multitudes affectées par le déplacement involontaire. Ce mémoire définissait les principes de base devant guider le personnel de la Banque chargé de projets entraînant la réinstallation de populations; il esquissait les procédures à suivre pour préparer, évaluer et superviser les programmes de réinstallation des populations; et il spécifiait les conditions que la Banque exigerait de ses emprunteurs et des organismes responsables de cette réinstallation.

Au bout de six ans, la Banque a évalué l'expérience acquise par l'application de cette politique. Cette évaluation a fait l'objet en 1986 d'un document interne de politique générale qui, tout en réaffirmant la politique existante en matière de réinstallation des populations, l'agrémentait d'éléments nouveaux et de normes plus précises pour mieux faire face à ces processus complexes. D'autres questions pertinentes sont traitées dans les directives concernant l'environnement et la gestion des biens culturels dans les projets financés par la Banque\(^1\) et dans les documents de politique générale de la Banque concernant les liens entre l'environnement, la croissance et le développement\(^2\).

La politique de réinstallation des populations déplacées par des projets de la Banque a été formulée en codifiant les leçons tirées de ses opérations (terminées ou en cours) de réinstallation de telles populations et en utilisant les résultats, les concepts et les outils dégagés par les études de ces processus du point de vue des sciences sociales\(^3\). Dans les sections suivantes de ce document, les deux séries de directives générales et procédurales mentionnées ci-dessus seront présentées de manière intégrée.* Reflétant la nature sociologique des problèmes de réinstallation des populations déplacées involontairement, l'accent sera porté principalement sur une compréhension socio-anthropologique\(^4\) de cette question. Cette approche guidera nos recommandations en matière de politiques générales et de modes d'exécution de ces politiques.

* Dans tout ce document, les passages en retrait à simple interligne serviront à mettre en valeur et à paraphraser les éléments-clés des directives générales et opérationnelles de la Banque.
II. TYPES DE PROJETS ENTRAINANT LE DEPLACEMENT INVOLONTAIRE DE POPULATIONS

Le déplacement involontaire de populations est souvent la conséquence d'un changement planifié produit par de grands projets ou programmes de développement. On considère généralement ce type de déplacement comme une conséquence de la construction de barrages pour l'irrigation ou l'énergie hydro-électrique. En fait, le déplacement involontaire résulte souvent de projets dans bien d'autres secteurs (par exemple la rénovation urbaine, la construction routière, l'extraction minière, etc.). Par conséquent, toutes les propositions de projets de développement doivent être examinées le plus tôt possible pour en déceler les germes d'un déplacement involontaire des populations.

Par ailleurs, le déplacement et l'émigration involontaires des populations se produisent partout dans le monde à la suite de guerres, de troubles politiques et de sinistres tels que tremblements de terre, sécheresses, inondations et autres. Les innombrables catégories de populations de réfugiés ayant fui de tels dangers font face à bien des problèmes semblables à ceux des populations déplacées par des projets de développement. Par conséquent, un grand nombre d'observations formulées dans ce document s'appliquent également aux réfugiés ayant fui des catastrophes naturelles ou des guerres ainsi qu'au type d'assistance que ces réfugiés requièrent. Toutefois, l'objectif explicite de ce document est de traiter la réinstallation résultant spécifiquement d'un développement planifié.

Les types de projets de développement conduisant le plus souvent à déplacer involontairement des populations, sont ceux qui portent sur un important changement du mode d'occupation des terres et d'exploitation des ressources hydrauliques. C'est ce qui se produit habituellement dans le cadre des projets de développement urbain, d'aménagement hydraulique, de construction routière, d'exploitation minière ou de développement industriel, dans lesquels un financement est fourni pour:
(a) la construction de barrages pour l'irrigation, l'énergie hydro-électrique et l'alimentation en eau qui créent des lacs artificiels recouvrant des régions auparavant habitées;

(b) la construction de couloirs de transports -- chemins de fer, autoroutes, aéroports, lignes de transmission, réseaux de canaux d'irrigation et autres -- reposant sur une emprise;

(c) la construction de nouveaux ports et de nouvelles villes;

(d) la construction ou l'amélioration d'infrastructures urbaines (par exemple, réseaux d'égouts, chemins de fer métropolitains, routes urbaines, etc.) et, de manière plus générale, la création de réseaux urbains;

(e) le démarrage d'opérations minières, en particulier l'exploitation à ciel ouvert; et

(f) la protection des paturages et des routes de transhumance.

Ces projets revêtent souvent une importance cruciale pour le développement national ou régional. Ils constituent un type de situation parmi bien d'autres où des intérêts nationaux à long terme peuvent se heurter aux intérêts de groupes et d'individus affectés immédiatement et deplorablement. Ce sont les intérêts nationaux qui l'emportent le plus souvent. Or, dans la mesure où ces projets comportent, malgré leur contribution positive aux intérêts nationaux, un impact négatif inévitable, il est essentiel d'identifier des moyens de réconcilier ces deux catégories d'intérêts contradictoires. Des mesures vigoureuses doivent être prises pour protéger les niveaux de vie, le bien-être, la culture et les droits des personnes déplacées, ainsi que pour réduire ou compenser la perte de potentiel économique subie par l'économie locale ou régionale.
Eviter ou minimiser le déplacement des populations

Consciente des difficultés et des peines causées par le déplacement involontaire, la politique de la Banque est d'exiger en premier lieu que chaque fois que possible, il faudra éviter ou minimiser les besoins de déplacement involontaire des populations et explorer des solutions alternatives.

Pour encourager la recherche active de solutions alternatives, les directives de la Banque exigent que son personnel, ainsi que les équipes de préparation du projet de l'emprunteur déterminent, pour tous les grands projets de construction (barrages, ports, autoroutes, réseaux d'irrigation, etc.), lors de l'identification et de l'évaluation, si les habitants devront être déplacés. Dans les cas où le déplacement sera inévitable, il devra être réduit au minimum compatible avec l'objectif du projet.

Il s'est produit des cas où certains projets ont été conçus et évalués sans rien prévoir pour la réinstallation des populations. Ce n'est que plus tard qu'on s'est aperçu qu'il était nécessaire de réinstaller les populations. Manifestement, le volet de réinstallation des populations n'avait été ni identifié à temps, ni préparé ni prévu financièrement, socialement et techniquement.

Pour assurer les ressources nécessaires pour la réinstallation des populations et pour éliminer les cas de déplacement injustifiables sur le plan économique, la Banque exige également que les coûts de la réinstallation (aussi bien l'indemnité d'expropriation que les autres mesures de rétablissement économique) soient inclus dans les coûts globaux du projet et pris en considération dans le calcul du taux de rentabilité lors de la préparation de l'analyse économique d'un projet.
Les études effectuées du point de vue des sciences sociales ont démontré l'existence d'un lien intrinsèque entre les solutions de génie civil adoptées pour les projets d'infrastructure et les solutions sociales nécessaires pour leur conception et leur exécution adéquates. Par exemple, on pourra se trouver face à des choix cruciaux entre la hauteur d'un barrage et le nombre d'habitants à déplacer. En effet, il arrive parfois que de faibles augmentations de la hauteur du barrage et du niveau du réservoir entraînent des accroissements énormes du nombre d'habitants à évacuer; inversement, de faibles diminutions de la hauteur du barrage peuvent réduire considérablement le nombre de déplacements. Les considérations d'ordre social font donc intégralement partie de l'évaluation technique et doivent être prises en compte dans les études d'optimisation des barrages et les analyses coûts-avantages. Nous traiterons par la suite, dans la section sur l'évaluation des projets, des autres aspects de la minimisation des besoins de déplacement des populations.

La nature et l'ampleur du déplacement involontaire

La nature des processus de déplacement des populations a fait l'objet de recherches sociologiques, qui nous ont permis de mieux comprendre leurs conséquences socio-culturelles, économiques et psychologiques, en particulier les ressemblances et les différences de comportement des populations dans les cas de déplacement volontaire et de déplacement forcé. Il est essentiel que les planificateurs reconnaissent les différences profondes entre ces deux types de déplacement, et entre les populations affectées (dans le premier cas, une tranche bien définie de la population, formée d'habitants surtout jeunes, dynamiques, enclins à l'initiative et à la prise de risques, ayant choisi eux-mêmes volontairement de se déplacer; et dans le second cas, une population toute entière qui est déplacée contre son gré); ces différences, entre autres, doivent dicter différentes conceptions, approches, responsabilités institutionnelles et sources de financement dans les types correspondants de projets.

Les gouvernements, les bureaux de consultants, la presse, etc. traitent souvent le déplacement involontaire sous la rubrique des "problèmes
d'environnement". C'est peut-être du fait que les environnementalistes ont traditionnellement été ceux qui ont critiqué le plus violemment les effets néfastes des barrages et sensibilisé le grand public aux problèmes du déplacement des populations. Mais de par sa nature même, la réinstallation est un processus socio-culturel/économique qui concerne en premier lieu des hommes et non pas leur environnement. Par conséquent, il est nécessaire de bien comprendre la nature sociologique de la réinstallation -- avec ses ramifications culturelles, économiques et psychologiques qui dépassent de beaucoup les aspects environnementaux -- afin d'adopter une ligne de conduite plus appropriée que si l'on envisageait la réinstallation uniquement comme un problème d'environnement.

Lorsque les organismes de développement et les responsables de projets sont pleinement conscients de la complexe nature sociale de la réinstallation, ils sont plus enclins à traiter ce problème au moyen du changement planifié; plutôt que de chercher simplement à en mitigier les conséquences, ils viseront à relancer le processus de développement socio-économique. Ils seront également mieux disposés à faire appel aux spécialistes (anthropologues, sociologues, agents techniques) nécessaires pour travailler en collaboration avec les habitants à déplacer involontairement.

Les directives formulées pour la réinstallation dans le cadre des projets financés par la Banque reflètent les conceptualisations dégagées par les recherches en sciences sociales, et en particulier le fait que, de par sa nature même, le déplacement involontaire donne lieu à des problèmes sociaux et techniques particuliers, qui sont fort différents de ceux présents dans les cas de réinstallation volontaire, et habituellement plus graves. Le déplacement involontaire engendre souvent un sentiment d'impuissance et d'aliénation, spécialement lorsque des communautés entières sont arrachées à leur cadre de vie familier. Dans la mesure où la structure communautaire et sociale préexistante se désagrège et où des clans étroitement liés sont dispersés vers des nouveaux lieux d'habitation, la cohésion sociale est affaiblie et les possibilités d'interactions fructueuses de groupes sont réduites.
En outre, les directives de la Banque identifient et signalent ce que les sociologues désignent le "syndrome de dépendance" et les risques que l'on court à traiter ce problème comme une forme d'assistance sociale.

Les habitants contraints de se réinstaller sont aptes à contracter le syndrome de dépendance si des politiques d'assistance paternalistes sont appliquées à leur égard. De telles politiques les découragent de mobiliser leurs propres ressources et les éloignent des idéaux de l'autosuffisance et du développement; par conséquent, l'aide du gouvernement devrait être une mesure intermédiaire. Il faudra donc veiller à éviter d'introduire dans les modes d'assistance fournie lors de la réinstallation (ou d'implanter dans l'esprit des habitants réinstallés) l'idée qu'ils vont devenir des pupilles permanentes de l'État.

À la lumière de ces problèmes et d'autres problèmes résultant de la réinstallation, la Banque a conclu

qu'il est nécessaire de formuler des procédures plus systématiques pour traiter la question de la réinstallation des populations dans le cadre des projets de la Banque, ainsi que des directives pour guider le personnel de la Banque en ce qui concerne les politiques et les mesures qu'elle devrait promouvoir dans ses relations avec les emprunteurs et les organismes chargés de réinstaller les populations.

Par sa nature même, le déplacement involontaire est toujours un processus extraordinairement bouleversant et douloureux sur les plans économiques et culturels: il démantèle les systèmes de production, il désorganise des communautés humaines entières et il brise des structures sociales établies depuis bien longtemps. En détruisant les biens productifs et en désorganisant les systèmes de production, le déplacement involontaire crée un risque élevé d'appauvrissement chronique et réduit des groupes entiers d'habitants à un état d'insécurité alimentaire temporaire ou permanent. Le déplacement involontaire a également de graves effets sur l'environnement et entraîne la perte de ressources et richesses naturelles. Les recherches ont en
outre montré que le déplacement involontaire s'accompagne souvent d'un accroissement du niveau d'anxiété (psychologique et socio-culturelle) et d'une élevation des taux de morbidité et de mortalité.

L'effectif de la population évacuée peut varier de quelques centaines d'habitants à des dizaines de milliers d'habitants. Par exemple, le projet du Barrage d'Aswan en Égypte a dû reinstaller plus de 100.000 habitants; le Barrage de Narmada Sardar Sarovar, qui est en cours de construction dans le Gujarat (en Inde), déracinera quelque 70.000 habitants; le réservoir de Yacyreta à la frontière entre l'Argentine et le Paraguay submergera des villes et des villages regroupant quelque 45.000 habitants; le barrage de Sobradinho au Brésil a déraciné quelque 60.000 habitants urbains et ruraux; au Togo, le barrage hydro-électrique de Nangbéto, construit récemment, a déraciné quelque 12.000 habitants ruraux, pour la plupart des cultivateurs itinérants; la construction du barrage de Shuikou sur la rivière Min en Chine, démarré en 1987, entraînera la réinstallation d'environ 68.000 habitants de divers villes et villages; le barrage de Danjiangkou, construit en Chine au milieu des années 1970, a entraîné l'opération de réinstallation la plus massive jamais causée par un barrage, puisqu'elle a porté sur quelque 383.000 habitants; au Bangladesh, un réservoir d'eau potable et un réseau d'alimentation en eau potable, actuellement en cours en construction à Dhaka, causeront la réinstallation de quelque 20.000 habitants; etc., etc.

Dans chacun de ces cas, la réinstallation des habitants représente une tâche considérable, et ce serait une erreur de sous-estimer les effets bouleversants de cette réinstallation même lorsque la population affectée est relativement peu nombreuse. Au Guatemala par exemple, la maladresse dont on a fait preuve pour le déplacement d'un nombre relativement restreint d'habitants déplacés par le barrage de Chixoy, a causé un tel mécontentement qu'il a fallu déclarer l'état d'urgence nationale. Consciente des difficultés que cette tâche comporte, la Banque souligne dans ses directives que
la complexité du déplacement involontaire résulte non pas seulement de nombre de déplaces, mais encore de la gravité des conséquences pour les habitants affectés et pour le succès du projet. La manière dont on traite la question de la réinstallation pourra affecter considérablement les résultats économiques et sociaux des projets.

Devant la complexité du déplacement involontaire et le bouleversement qu'il représente, la seule réponse adéquate, lorsque cette opération est inévitable, est une planification préalable soignée et systématique en vue d'identifier différentes solutions viables pour chaque projet individuel. Parce que le déplacement involontaire démantèle les modes de production et d'existence préalables, tous les programmes de réinstallation de populations doivent également être des programmes de développement. L'on ne saurait négliger d'explorer ou d'exécuter des mesures raisonnables qui empêcheront les personnes affectées de devenir indigentes à jamais. Lorsque le déplacement est inévitable, la politique de la Banque est d'aider l'emprunteur à améliorer les moyens de production et d'existence des habitants réinstallés -- en les faisant participer aux avantages de la nouvelle infrastructure et en les indemnisant de leurs épreuves pendant la transition -- ou du moins à leur faire atteindre les niveaux de vie qu'ils auraient atteints s'ils n'avaient pas été forcés à se réinstaller.

Les leçons tirées des projets passés avant entraîné la réinstallation de populations

Partout dans le monde, la réinstallation des populations a probablement été l'aspect le plus insatisfaisant de la construction de barrages, que le financement des ouvrages ait été national ou international. Ce bilan peu flatteur doit être amélioré grâce à la formulation de politiques mieux adaptées, à l'affectation de ressources plus importantes à la réinstallation des populations, et à l'élévation des normes d'exécution des volets de réinstallation des populations.
Dans le passé, (en particulier pendant les années 1960 et au début des années 1970), les projets financés par la Banque ont parfois comporté des opérations de réinstallation des populations qui étaient viciées par l'absence de planification sociale. Ces opérations n'ont jamais réussi à restaurer (et encore moins à améliorer) le bien-être social et économique de la population déplacée. Des conclusions critiques à cet égard ont été atteintes par la Banque et par les nombreuses études sociologiques et anthropologiques de chercheurs indépendants de pays développés et en développement, qui ont empiriquement documenté les résultats, les échecs et les leçons de divers programmes de réinstallation des populations.

Lorsque la Banque a carrément omis de ses projets les opérations de réinstallation de populations, et qu'elle a implicitement omis de tenir l'organisme emprunteur responsable de la réinstallation des populations et de l'assistance aux populations déplacées, les problèmes institutionnels et financiers qui s'en sont suivis n'ont pas pu être résolus en temps utile. Ceci a entraîné des difficultés supplémentaires pour la population intéressée et des retards dans l'exécution du projet. Dans d'autres cas, des dispositions générales en vue de la réinstallation des populations ont été prévues dès la conception du projet, mais sans nécessairement veiller à ce qu'un plan détaillé soit dressé, convenu en temps utile et mis en œuvre; ceci s'est souvent produit parce que l'organisme emprunteur ne saisissait pas la complexité du problème de réinstallation des populations et en sous-estimait les conséquences économiques, culturelles et politiques. Dans ces derniers cas, les missions de la Banque se sont souvent avérées incapables d'évaluer le nombre réel d'habitants à réinstaller, le bien-fondé des dispositions relatives à la réinstallation des populations et le coût de ces opérations; le résultat en a été la conception incomplète des volets de réinstallation et leur sous-financement. La Banque a donc conclu que l'examen d'un plan de réinstallation des populations postérieurement aux négociations du projet est insatisfaisant, car il pourrait alors être trop tard pour que la Banque persuade les emprunteurs d'apporter une modification désirable au plan ou de s'engager pleinement à l'exécuter.
L'expérience pratique a également montré combien il est important de mobiliser des sociologues locaux (en plus des agents techniques et des économistes) pour les études, la planification et l'exécution d'opérations de réinstallation des populations. Par exemple, comme la Banque le souligne dans ses directives,

le fait, pendant la préparation du projet, de ne pas effectuer d'études sociologiques des populations à déplacer et de celles des périmètres d'accueil, combiné à une préparation médiocre des solutions pour leur rétablissement économique, peuvent rendre tout à fait impossible l'évaluation adéquate des plans de réinstallation des populations, des coûts et des mécanismes institutionnels, si bien que les volets de réinstallation pourront être mal conçus, sous-financés et insuffisamment dotés en personnel.

Au cours de ces dernières années, cette nouvelle politique de la Banque, quoique non dépourvue d'imperfections, a entraîné des améliorations considérables du processus de réinstallation des habitants déplacés par des projets financés par la Banque. La Banque a été le seul organisme de développement international à mettre en application une politique générale claire concernant les opérations de réinstallation des populations. L'impact de cette politique ne s'est pas limité aux seuls projets financés par la Banque; en effet, elle a fait tache d'huile, gagnant l'appui de plusieurs gouvernements et organismes des pays emprunteurs ainsi que des autres bailleurs de fonds internationaux.

Néanmoins, la Banque n'a pas toujours appliqué sa politique et ses procédures opérationnelles avec la rigueur et la cohérence désirables; des questions graves sont restées irrésolues en ce qui concerne les politiques, les lois et les pratiques de divers pays emprunteurs en matière de réinstallation de populations déplacées involontairement. Bien que la Banque ne participe habituellement qu'à une fraction des opérations de réinstallation se produisant dans un pays donné, et donc que son influence reste limitée, l'on considère essentiel que l'approche de la Banque et les résultats des projets qu'elle finance donnent l'exemple de la manière efficace de traiter les problèmes de
réinstallation des populations; dans cette optique également, il est essentiel que les politiques de la Banque soient appliquées intégralement et uniformément aux opérations financées par la Banque.

En 1986, une analyse rétrospective des expériences de réinstallation de populations dans le cadre d'un grand nombre de projets a montré qu'au niveau bien la Banque que ses emprunteurs ont besoin de nettement améliorer leurs résultats en la matière. L'analyse a identifié trois domaines-clés comme devant être immédiatement et considérablement renforcés:

**premièrement**, les emprunteurs doivent améliorer radicalement la qualité de la préparation et de la planification détaillée de leurs volets de réinstallation des populations du point de vue économique, technique, sociologique et organisationnelle; sans des études de factibilité détaillées et réalisées dans les délais nécessaires, la Banque ne pourra pas faire grand-chose d'utile lors de l'évaluation et encore moins lorsqu'il s'agira ultérieurement d'engager et de guider l'exécution sur la bonne voie;

**deuxièmement**, il faut accorder une plus grande attention aux options économiquement et socialement viables pour développer la capacité productive des populations déplacées, et ceci au moyen de stratégies financées par le projet et axées tant sur l'agriculture que sur l'emploi non agricole;

**troisièmement**, la Banque doit effectuer la supervision de l'exécution des opérations de réinstallation de populations de manière plus régulière, plus professionnelle et plus rigoureuse, afin d'aider les organismes exécutant ces opérations à améliorer leurs résultats et à assurer que les politiques générales et les accords de prêt officiels soient appliqués de manière cohérente et uniforme.
L'évaluation de l'expérience de la Banque pendant les années 1980 a montré que son personnel doit également accorder une plus grande attention aux facteurs suivants:

(a) les aspects juridiques de la réinstallation des populations et les cadres législatifs gouvernant le déplacement involontaire des exploitants agricoles dans les pays emprunteurs;

(b) l'analyse économique et le calcul complet des coûts des volets de réinstallation des populations;

(c) la situation et les besoins particuliers des populations indigènes contraintes à se déplacer de leur territoire traditionnel;

(d) les implications de la réinstallation des déplacés pour la population et l'environnement des périmètres d'accueil; et

(e) la convenance des mécanismes institutionnels (souvent inadéquats) à l'exécution des opérations de réinstallation des populations, et les moyens d'améliorer ces mécanismes.
III. PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA REINSTALLATION DES POPULATIONS EN TANT QUE CHANGEMENT PLANIFIÉ

La politique générale régissant les opérations de déplacement et de réinstallation repose sur un certain nombre de principes de base concernant les responsabilités gouvernementales, les droits et la participation des déplacés, la protection des intérêts des populations des périmètres d'accueil et la définition claire de l'objectif de la réinstallation. Ces considérations et objectifs doivent être reflétées dans des plans d'action pour la réinstallation, convenablement financés et étroitement coordonnés avec l'exécution des volets d'infrastructure à l'origine de la réinstallation. Ces aspects sont présentés dans les paragraphes suivants.

Les responsabilités gouvernementales

C'est au gouvernement emprunteur que revient la responsabilité de la réinstallation des groupes déplacés par le projet d'infrastructure. La Banque est disposée à aider l'organisme responsable à déployer les actions appropriées et à minimiser les difficultés des populations. La Banque encourage également les politiques gouvernementales qui permettent à la fois d'offrir aux familles un éventail de solutions acceptables pour reconstruire leur avenir et d'aider techniquement et financièrement ces familles à suivre la solution de leur choix. La Banque décourage les solutions s'inspirant purement de l'assistance sociale, car ces solutions engendrent des sentiments d'impuissance et ont tendance à être dépourvues de tout effet bénéfique durable.

La Banque est consciente que le déplacement involontaire est souvent un sujet politique délicat dans les pays emprunteurs; elle encourage donc l'amélioration des orientations et des législations concernant les droits des personnes déplacées involontairement, ou la formulation de nouvelles législations en la matière lorsque celles-ci n'existent pas. Dans certains pays, les efforts explicites de la Banque se sont traduits par l'adoption.
d'orientations et de législations nettement meilleures, qui permettent également d'améliorer les opérations de réinstallation se produisant en-dehors des projets financés par la Banque.

La Banque ouvre parfois le dialogue avec des gouvernements emprunteurs sur les divers aspects de la réinstallation des populations. Pour traiter convenablement ces problèmes à l'échelle d'un pays ou d'un secteur, la Banque intervient à travers ses projets individuels, mais également à travers des études économiques et sectorielles et des prêts structurels et sectoriels. Les directives indiquent spécifiquement qu'en cas de déplacement involontaire massive par suite de prêts sectoriels concernant l'énergie, l'irrigation, les transports, l'industrie, l'aménagement urbain ou l'alimentation en eau, les analyses sectorielles de la Banque devraient traiter des implications sociales, techniques, économiques et politiques de la réinstallation des populations. Lorsqu'on envisage des prêts sectoriels, il faudrait tenir compte du besoin de formuler des politiques de réinstallation équilibrées ainsi que de la volonté et l'aptitude du pays à mettre en œuvre efficacement de telles politiques.

Le fait de mettre l'accent sur l'approche sectorielle dans le cas des opérations de prêt entraînant inévitablement l'évacuation des populations (comme dans le secteur hydro-électrique), est une orientation relativement récente qui représente un progrès notable par rapport à la politique passée consistant à envisager la réinstallation de populations cas par cas ou projet par projet. Les avantages de cette approche sectorielle commencent déjà à éclater; par exemple, dans le cas du prêt au Brésil pour son secteur énergétique en 1987, cette approche a permis de formuler des critères sectoriels pour les opérations de réinstallation dans ce pays, d'introduire dans les investissements énergétiques la condition du rétablissement socio-économique des habitants déplacés par la construction d'infrastructures, et d'assurer un horizon plus lointain pour la planification de la réinstallation des populations.
La participation des groupes déplacés

Comme la planification de la réinstallation des groupes déplacés involontairement implique des décisions critiques concernant l'avenir des intéressés, il incombe aux organismes chargés de cette planification d'y intégrer leur participation. Les directives recommandent spécifiquement que

les population affectées soient consultées -- directement ou par l'intermédiaire de leurs chefs, représentants, ou organismes non gouvernementaux (ONG) -- en ce qui concerne les différentes solutions envisagées pour leur réinstallation. On pourra ainsi mieux comprendre et tenir compte de leurs besoins, leurs ressources et leurs préférences; on empêchera les erreurs coûteuses; on aidera à réduire leur réticence (bien compréhensible) à abandonner leurs lieux d'habitation et l'anxiété causée par le déracinement; et on accélérera la transition ultérieure vers les périmètres d'accueil et l'intégration dans ces nouveaux périmètres.

La dissémination des informations au sujet des droits des habitants déplacés, des procédures d'indemnisation, des choix offerts, etc., est un préalable essentiel de leur participation; elle nécessite un mécanisme de communication concertée. La résistance initiale et même l'hostilité au déplacement involontaire est normale, et il faudra s'y attendre. Les réactions des groupes à déplacer et celles des populations des périmètres d'accueil dépendront en grande partie des communications et consultations avec ces groupes et leurs organisations (associations locales, ONG, etc.) ainsi que de leur participation à l'identification de solutions aux problèmes complexes rencontrés au cours de la planification et de l'exécution de la réinstallation. Inversement, l'absence d'informations précises pourra exacerber les malentendus et renforcer les résistances. Elle pourra également inciter certains individus à essayer de manipuler la situation à leur propre avantage. Un programme d'information et d'éducation sera donc nécessaire pour obtenir la coopération des populations intéressées.
La participation des chefs des populations locales et des organisations non gouvernementales (ONG) locales est une autre condition nécessaire sur laquelle reposent les recommandations concernant les opérations de réinstallation; les ONG ont su attirer l'attention de la Banque sur les problèmes soulevés par les diverses opérations de réinstallation, et elles sont aptes à articuler les besoins des habitants déplacés et à défendre leurs droits. Comme les organisations locales traditionnelles et les chefs ethniques et religieux sont habituellement respectés des habitants,

les planificateurs et les administrateurs devraient rechercher leur participation à la planification des opérations de réinstallation chaque fois que possible, afin de faciliter les communications, la mobilisation des ressources des groupes déplacés et leur coopération. Abandonner des terres, des divinités et des ancêtres affecte profondément les individus et la communauté, et peut entraîner la désagrégation des structures sociales. En outre, l'affaiblissement des structures économiques et de l'autorité traditionnelle peut engendrer la dépendance et l'apathie sociale. Il convient de tenir compte de tels facteurs socio-culturels dans la planification et l'exécution de la réinstallation.

La population des périmètres d'accueil

Une erreur courante consiste à omettre la population des périmètres d'accueil des études effectuées préalablement au projet. Comme les organismes d'exécution trouvent rarement des terres "vides" pour y réinstaller les habitants déplacés, il est à craindre que l'arrivée de ces derniers dans les périmètres d'accueil entraînera soudainement leur surpopulation et l'insuffisance de la production agricole et des ressources naturelles.

Même si au début les populations des périmètres d'accueil pourront réagir favorablement à l'arrivée des expropriés, des graves conflits pourront naître au fur et à mesure qu'augmentera la demande de terres, d'eau, de services, etc. Dans les cas où l'on ne dispose pas de vastes terres inhabitées et où l'on doit réinstaller les habitants dans les lopins dispersés parmi d'autres déjà occupés, l'expérience montre que les autochtones ont tendance à
considérer les nouveaux-venus comme une source de main-d'œuvre bon marché et à essayer de les exploiter.

L'organisme chargé de la réinstallation des populations déplacées doit s'attendre aux sentiments de jalousie que suscitera probablement chez les autochtones la fourniture aux nouveaux-venus de logements et autres services supérieurs aux leurs. Il faudrait si possible offrir aux deux groupes les mêmes services d'éducation, d'approvisionnement en eau, de santé et autres, et engendrer un climat social favorable à leur intégration. Pour promouvoir un tel climat, il faudrait effectuer promptement les paiements dus aux autochtones en contrepartie des terres et autres biens offerts aux nouveaux-venus. Il convient de traiter aussi équitablement les populations des périmètres d'accueil que celles déplacées par les projets d'infrastructure.

Il est évident que l'exécution de telles recommandations majorera les coûts d'un projet; à long terme cependant, cet investissement supplémentaire pourra retirer les populations déplacées involontairement sur leurs nouvelles terres, et facilitera l'obtention des résultats visés par l'investissement initial. Ces mesures sont également nécessaire pour empêcher les effets d'appauvrissement des populations des périmètres d'accueil et les conséquences environnementales désastreuses du surpeuplement dans les périmètres d'accueil.

L'intégration sociale, économique et culturelle des nouveaux-venus et de la population autochtone est un processus lent, qui ne saurait se produire sur simple décret administratif. Mais c'est un processus indispensable si l'on veut rétablir des communautés, des exploitations agraires et des structures sociales viables. Un tel processus pourra être accéléré par une planification guidée par des politiques générales qui intègrent le développement économique des populations à réinstaller et des populations des périmètre d'accueil.
L'objectif de la réinstallation

Dans le passé, la réinstallation a parfois été traitée comme une opération de sauvetage ou d'assistance sociale au lieu d'une opération de développement. Certains planificateurs ou administrateurs ont traité la réinstallation des populations de manière bureaucratique, comme s'il s'agissait de simplement évacuer en toute hâte une population du périmètre d'inondation d'un réservoir ou de l'emprise d'une route. Mais l'on peut également considérer le déplacement involontaire comme une occasion de reconstruire des systèmes de production et des communautés humaines d'une manière qui accroisse le niveau de vie des intéressés et qui développe l'économie régionale dans laquelle ils s'insèrent. La première perspective n'a produit que des échecs, et n'a servi qu'à cristalliser à long terme les effets perturbateurs immédiats du déplacement forcé. Il est clair que la deuxième approche est préférable; cependant, elle est plus difficile et plus onéreuse.

Cette différence de perspective se traduit par différentes approches en ce qui concerne la conceptualisation, la planification, le financement et l'exécution de la réinstallation de populations.

Lorsque certains projets de développement rendent inévitable le déplacement involontaire des habitants,

la politique générale de la Banque est d'aider le pays emprunteur à s'assurer qu'à la fin de la période de transition, les habitants réinstallés récupéreront au moins leur ancien niveau de vie et que, dans toute la mesure du possible, ils s'intégreront dans la vie économique et sociale de leurs communautés d'accueil. En poursuivant une telle intégration, le principal objectif est de veiller à offrir aux évacués des possibilités de s'établir et de devenir économiquement autonomes le plus rapidement possible, et ce à des niveaux de vie au moins équivalent, et si possible supérieurs, à ceux qu'ils avaient avant leur réinstallation.
Il convient de garder à l'esprit que même en l'absence de projet, les conditions de vie des intéressés auraient de toute manière changé durant la vie du projet; par conséquent l'analyse traditionnelle "avec et sans le projet", telle qu'appliquée pour évaluer les taux de rentabilité économique, doit inclure le volet visant à rétablir les normes de vie des déplacés à des niveaux comparables ou supérieurs à ceux qu'ils auraient atteint sans le déplacement induit par le projet. Le plus souvent, leurs normes de vie souffrent pendant les années précédant la construction du barrage, et spécialement pendant la période entre le commencement de la construction et leur réinstallation (dans les cas d'ouvrages particulièrement grands, cette période peut durer de longues années). Par conséquent, le fait de simplement restaurer leurs normes de vie au niveau strictement égal à celui antérieur au projet, sans tenir compte de la croissance économique qui se serait de toute manière produite, signifierait réinstaller ces habitants à un niveau de vie marginal ou sous-marginal.

Une amélioration comparable peut et doit être réalisée dans la planification physique des périmètres de recasement, qu'ils soient ruraux ou urbains: l'approche éclairée consiste à reconstruire des communautés qui soient résidentiellement supérieures aux précédentes et non pas simplement identiques. Les directives générales en matière de réinstallation des populations recommandent que les programmes portant sur la réinstallation a proprement parler reconnaissent que les nouvelles communautés constituent des structures socio-culturelles dont les besoins collectifs augmenteront avec le temps.

En d'autres termes, la réinstallation axée sur le développement signifie que l'infrastructure sociale, les services sanitaires et scolaires, l'accès aux emplois salariés et les parcelles d'habitation et les logements devraient être planifiés en vue de répondre aux besoins de familles qui iront s'élargissant, en incluant si possible dans les calculs de rentabilité économique au moins les première et seconde générations installées dans les nouveaux périmètres. Il en est de même pour les réseaux d'infrastructure, l'alimentation en eau, ou les réseaux de services. Ces réseaux doivent être
planifiées en profitant au mieux des possibilités de développement créées par la reinstallation des populations, et leur planification devrait par ailleurs prévoir une place pour l'expansion future. Ceci est plus facile à réaliser lorsque l'on permet aux populations déplacées de bénéficier des avantages de l'infrastructure créée par le projet; par exemple, en les reinstallant si possible dans les périmètres nouvellement irrigués en aval, en leur permettant d'accéder à la capacité de production électrique ou aux revenus de cette production, etc.

Le plan de reinstallation des populations

D'énormes difficultés attendent les habitants déplacés involontairement ainsi que les organismes chargés de les reinstaller, conformément aux objectifs formulés ci-dessus, en particulier parce que la reinstallation est précédée par le revers de fortune que constitue la perte des biens productifs.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque a adopté l'approche consistant à faire de la planification et du financement de la reinstallation une partie intégrale de la préparation du projet qui cause le déplacement de populations. Les mesures à prendre à cet égard devraient être clarifiées entre la Banque et les emprunteurs avant les négociations afférentes au projet et à son prêt de financement, et convenues pendant ces négociations.

Plus précisément, la reinstallation des personnes déplacées doit faire l'objet d'un plan de reinstallation soigneusement préparé, visant à utiliser la reinstallation comme point de départ du rétablissement économique des intéressés et du relancement du processus de développement de la région. Dans la section ci-dessous, nous présenterons quelques principes de base exigés pour les plans de reinstallation, ainsi que les volets spécifiques qu'ils doivent comporter. Il s'agit là des conditions que le plan devra comporter au minimum. La teneur du plan et son niveau de détail varieront suivant les circonstances.
La où il faudra déplacer un grand nombre d'habitants, par exemple des communautés toutes entières, il faudra un plan plus détaillé que dans les cas où il ne faudra déplacer que quelques habitants. Un tel plan va bien au-delà du simple acte de décaisser une indemnité pécuniaire au profit des déplacés et de considérer l'affaire réglée, comme c'est la pratique dans certains pays. Le plan de réinstallation inclut les actions nécessaires pour réinstaller les populations dans des périmètres bien précis et pour les intégrer dans les communautés existantes, de manière à leur permettre de s'établir et de devenir économiquement autonomes le plus rapidement possible.

La réussite de la planification et de l'exécution de la réinstallation nécessite un examen très attentif des besoins essentiels des habitants à réinstaller. Les responsables chargés de planifier la réinstallation devraient réfléchir aux caractéristiques économiques et culturelles de ces habitants, et à la manière dont ces caractéristiques influenceront leur réaction face à leur réinstallation et à leur nouveau cadre de vie. Il est souvent utile que des sociologues professionnels guident de leurs conseils cette orientation initiale, en particulier lorsqu'il s'agit de réinstaller des populations isolées ou peu homogènes, ou des groupes particulièrement vulnérables (par exemple, minorités ethniques, familles à la charge de la mère, etc.). La planification de la réinstallation devrait commencer le plus tôt possible.

Etant donnée que dans le passé, des retards dans la réinstallation des populations ont entraîné d'importants dépassements des coûts (non seulement ceux de l'opération de réinstallation mais encore ceux de l'ensemble du projet), il est nécessaire d'achever la planification détaillée de la réinstallation avant la négociation du prêt afférent au projet.

Les mesures et stratégies de développement. Le plan de réinstallation repose essentiellement sur l'ensemble de dispositions visant à reconstruire la base de production des habitants déplacés involontairement. Le train de mesures de développement doit offrir à ces habitants suffisamment de possibilités et de ressources pour assurer leur rétablissement économique et social en tant que producteurs ou salariés autonomes. Comme les coûts des
opérations de réinstallation sont souvent proches des coûts des projets de colonisation agraire financés par les gouvernements, les pays en développement ne peuvent pas se permettre de réinstaller des populations sans susciter un nouvel effort de développement visant à ce que la réinstallation contribue au flux des gains des projets.

Il existe deux stratégies essentielles que l'on peut poursuivre pour rétablir économiquement et socialement les personnes arrachées à leur cadre de vie rurale:

- des stratégies axées sur la terre; et
- des stratégies non axées sur la terre.

Dans les zones urbaines et périurbaines, les déplacés dépendent habituellement de ressources autres que la terre pour gagner leur vie (par exemple, le secteur tertiaire, l'emploi industriel, l'emploi à compte propre, etc.), mais ils peuvent parfois détenir des terres cultivables. En ce qui concerne leur situation, l'approche à adopter devrait inclure, outre leur besoin de nouvelles parcelles d'habitation, leur besoin d'accéder à des sources d'emploi et, le cas échéant, à des terres à cultiver ou à jardiner. Suivant les circonstances locales (milieu rural, urbain ou périurbain), une combinaison de stratégies axées sur la terre et non axées sur la terre pourra convenir. Toutefois, quelle que soit la stratégie adoptée, c'est avec souplesse qu'elle devra être traduite en dispositions spécifiques du projet.

Dans les stratégies axées sur la terre, la Banque considère qu'il est important de prévoir une indemnité compensant adéquatement la perte des biens, mais qu'il est absolument crucial de fournir aux habitants réinstallés des possibilités économiques leur permettant de se rétablir en tant que producteurs agricoles, artisans ruraux, etc. Les volets basés sur des trains de mesures techniquement réalisables, axées sur la production agricole, constitueront le principal moyen de restaurer les systèmes de production des groupes ruraux déplacés.
De telles possibilités économiques découlent de l'incorporation, dans le train de mesures de rétablissement du mode de vie agricole des habitants déplacées, d'activités spécifiquement financées par le projet, telles que l'assainissement des terres, l'aménagement de l'irrigation, l'intensification agricole, le développement de l'arboriculture, la pêche, l'exploitation forestière, la formation professionnelle, l'emploi non agricole, et les autres types d'activités rémunératrices durables. Les projets de reboisement sont particulièrement importants non seulement pour leur potentiel rémunérant mais encore pour mitiger et compenser certaines des pertes environnementales causées par le projet.

Dans l'ensemble, lorsque les solutions pour les habitants déplacés involontairement sont axées sur l'agriculture, un grand nombre des approches recommandées pour les projets de colonisation agraire et décrites dans d'autres documents techniques de la Banque Mondiale s'appliqueront également. De fait, la colonisation agraire est elle aussi un processus de réinstallation d'habitants ayant quitté leur ancien lieu d'habitation pour un nouveau lieu; en dépit des différences sociologiques concernant les causes et les groupes sociaux intéressés (voir pages 6-10), il existe une ressemblance frappante entre les deux processus et les activités reconstructives que l'on peut prévoir, et par conséquent planifier, dans les nouveaux lieux d'habitation. Il est donc utile de planifier la réinstallation en utilisant des approches élaborées pour la colonisation agraire non forcée organisée avec l'appui du gouvernement.

La terre est un facteur crucial dans les stratégies de rétablissement économique, car les habitants déplacés involontairement ont tendance à être en grande majorité des agriculteurs et des ouvriers agricoles. La reconstruction de leur potentiel productif dépend essentiellement des disponibilités en terres. L'expérience d'un certain nombre de projets n'est cependant guère encourageante, car les emprunteurs hésitent souvent à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre des terres à la disposition de ceux qui ont perdu leur terres ou de ceux ayant droit à des terres même s'ils ne détenaient pas de titre foncier. L'absence de terres disponibles constitue parfois une entrave réelle et grave, étant donné les densités démographiques
existantes. Toutefois, elle résulte habituellement (i) d'une médiocre planification du projet, (ii) d'un manque d'efforts pour identifier les réserves foncières, (iii) d'un manque de volonté politique de faire intervenir l'État pour distribuer les terres que l'on peut légalement libérer, ou (iv) d'un manque d'imagination pour concevoir des solutions adéquates. Le plan de réinstallation des populations rurales devrait donc commencer par établir l'indicateur de base: la superficie foncière nécessaire pour rétablir sur une base productive les habitants déplacés. Ceci nécessite d'avoir des régions d'accueil bien définies, des périmètres économiquement et techniquement viables et acceptables aux yeux des habitants à réinstaller, et des calendriers pour l'obtention et la préparation de nouvelles terres agricoles.

Toutefois, même lorsqu'on dispose de terres, on peut avoir besoin d'autres stratégies non axées sur la terre pour certains des habitants déplacés. Et de telles solutions deviennent impératives en cas de pénurie extrême de terres. Il convient d'offrir aux déplacés des possibilités de se rétablir dans les secteurs industriels ou tertiaire de l'économie locale ou régionale. Il pourra s'avérer nécessaire de créer des emplois par le biais d'investissements nouveaux; en effet, offrir aux déplacés une formation professionnelle sans leur offrir un emploi salarié correspondant à leurs compétences nouvellement acquises ne leur permettra pas de restaurer leurs revenus. C'est pourquoi

la restauration des systèmes productifs et la compensation des biens rémunérateurs perdus, devraient aller au-delà des simples versements pécuniaires en offrant aux intéressées une autre base économique viable. La rareté des terres rendra ce processus d'autant plus important. Lorsqu'on explorera les stratégies axées sur la terre et celles axées sur l'emploi, il faudra envisager des solutions telles que la création de réserves foncières, le financement par le projet de travaux d'assainissement des terres, l'investissement dans la formation professionnelle, dans les petites industries, dans la création d'emplois tertiaires, etc. Il faudra incorporer des dispositions financées par le projet et portant spécifiquement sur la mise en œuvre de telles activités.
Dans les cas de projets d'infrastructure déplaçant des populations urbaines, le plan de réinstallation devra prendre en compte le régime de propriété des terrains, la légalité de leur occupation, et les activités économiques (productives ou tertiaires) exercées sur ces terrains. Les directives opérationnelles de la Banque spécifient que les habitants de bidonvilles devant être déplacés doivent être relogés dans d'autres terrains même s'ils ne possèdent au départ aucun titre foncier ni aucun droit sur leur terrain (ou sur tout autre bien immobilier) de manière à assurer leur indemnisation. Lorsque ces habitants doivent être relogés dans des périmètres urbains déjà peuplés, les tensions entre les divers quartiers, groupes ethniques ou autres pourront s'exacerber par suite de l'accroissement de densité du peuplement, spécialement si des groupes jusque là séparés devront désormais partager le même terrain et ses ressources. Il est également crucial que le plan de réinstallation prévoie des dispositions pour assurer que les réseaux de services urbains pourront satisfaire aux besoins des nouveaux-arrivés.

L'indemnisation. Les habitants déplacés par un projet sont contraints de renoncer à leurs droits à divers biens immeubles. Il s'agit de leur habitation, de leur terre, de l'accès aux ressources économiques (telles qu'emplois à proximité) et aux services publics, ainsi que de biens non économiques (tels que sanctuaires, cimetières, édifices publics, etc.). En milieu urbain, la réinstallation peut représenter des problèmes spéciaux pour les commerçants, propriétaires de petites entreprises, vendeurs ambulants, artisanat, etc. à cause de la perturbation des liens commerciaux avec leur clientèle, leurs fournisseurs et leurs distributeurs. En milieu rural, les biens perdus pourront être des eaux de pêche, des réseaux d'irrigation, des récoltes sur pied et des arbres. Dans le cas des habitants très pauvres, même la perte de biens ou de ressources auxquels l'on n'attribue normalement pas de valeur économique pourra leur être désastreuse. Ces ressources économiques pourront être la collecte de racines, de baies ou de feuilles pour compléter leur alimentation ou pour la vente, le portage occasionnel, etc.
Les lois et règlements pertinents sur l'expropriation pour cause d'utile publique sont généralement utilisés pour définir les procédures pour l'évaluation des biens perdus dans les cas entraînant le déplacement involontaires des populations et leur indemnisation. Toutefois, les lois et règlements gouvernant l'indemnisation sont parfois désuets, imprécis ou dépourvus de mécanismes d'exécution. En particulier, (i) les procédures d'indemnisation couvrent typiquement les simples valeurs marchandes, alors qu'en pratique les profits que leurs propriétaires tirent de leurs biens peuvent fort bien dépasser ces valeurs; (ii) certains types de biens intangibles ne sont pas comptés -- ces biens variant de la proximité des proches parents, à l'accès aux sanctuaires ou autres hauts lieux de leur culture, à la proximité des sources d'emploi (ce dernier facteur pourra être le plus important pour les groupes les plus pauvres, dont les biens tangibles pouvant faire l'objet d'une indemnité sont typiquement sans grande valeur); et (iii) les biens productifs abandonnés peuvent être difficiles à remplacer en nature, comme c'est le cas des terres dans les régions densément peuplées; or l'indemnisation strictement pécuniaire fait retomber la charge du remplacement des biens productifs sur les individus déplacés, sans qu'il leur soit fourni la moindre aide institutionnelle en sus de l'indemnité pécuniaire.

Parfois les organismes emprunteurs proposent uniquement l'indemnité pécuniaire, sans aucune mesure pour faciliter la réinstallation des déplacés, car ils ne sont ni aptes ni disposés à rechercher activement des terres excédentaires pour les y réinstaller. La politique de réinstallation de la Banque souligne donc que l'expérience en matière de réinstallation de grands nombres d'habitants tend à montrer que le paiement d'une indemnité pécuniaire ne suffit pas pour résoudre les problèmes des populations déplacées; dans certains cas, l'indemnité toute entière est utilisée à des fins immédiates de consommation, si bien que les intéressés se retrouvent sans un sou pour remplacer leurs biens productifs et leurs sources d'activités rémunératrices. Lorsque le déplacement n'affecte qu'un petit nombre d'habitants, l'indemnisation pécuniaire peut suffir; mais même dans ce cas, il faudrait envisager l'aptitude
des déplacés à trouver d'autres logements et d'autres emplois; en effet, il est souvent nécessaire de les aider à se réinstaller.

La raison pour laquelle l'indemnisation pécuniaire constitue rarement une solution convenable est que cette indemnité est souvent insuffisante (par exemple, dans un projet au Kenya, l'indemnité offerte par hectare ne représente que 20% environ du coût de remplacement réel de la terre perdue) et n'est d'habitude pas investie productivement. Faute de terre pour terre, la population déplacée involontairement se retrouve souvent dans des bidonvilles, ce qui est contraire aux objectifs des projets. L'expérience des projets financés par la Banque Mondiale a montré que si l'on n'utilise que l'indemnisation pécuniaire, ceci entraîne souvent l'appauvrissement des intéressés. Sous la pression de leurs besoins immédiats ou de leur milieu culturel, les intéressés ont souvent tendance à utiliser l'indemnité pécuniaire à des fins autres que le remplacement des terres; après quoi il ne leur reste plus rien et ils se trouvent contraints de cultiver sur les berges de canaux, d'empléter, de déboiser, de surpaturer, etc. C'est pourquoi la Banque soutient fermement les stratégies des emprunteurs axées sur le remplacement des terres, et elle cherche à les faire appliquer partout, parallèlement à l'emploi de mécanismes institutionnels imaginatifs pour l'identification des terres, leur conversion, leur regroupement, leur échange, leur vente, etc. Même si l'indemnité pécuniaire peut, dans certains cas, être acceptable et adéquate pour une couche aisée peu nombreuse de la population affectée, il ne faudrait pas pour autant la valider comme solution propre à être étendue à tous les habitants déplacés involontairement.

L'habitat. Le logement dans des nouveaux périmètres, les installations sanitaires, les réseaux d'alimentation en eau potable, les écoles, les services médicaux, etc., constituent un autre volet important de la planification de la réinstallation. Les habitants déplacés ont généralement tendance, non sans raison, à accorder la priorité à l'accès aux terres productives et aux emplois; les planificateurs devraient répartir les ressources en conséquence, plutôt que d'inverser ces priorités des intéressés. Toutefois, une approche axée sur le développement s'efforcerait également d'améliorer les
normes antérieures de logement et d'infrastructure dans le nouveau périmètre d'habitation, au lieu de ne prévoir que des normes identiques.

Comme les habitations construites par les intéressés eux-mêmes sont souvent mieux acceptées par eux, une stratégie efficace consiste à fournir des parcelles villageoises, des matériaux et une certaine infrastructure. Ceci permettra aux populations déplacées de se construire des logements plus grands et plus sanitaires selon le modèle de leur propre choix (par exemple, dans les projets de Shaxicou et de Shuikou en Chine, les familles déplacées peuvent choisir eux-mêmes entre six différents plans de maisons dessinés par des experts techniques; après quoi, les projets continuent de les aider en leur fournissant des matériaux de construction à des prix subventionnés). Il faudrait maintenir au minimum les restrictions sur les activités coutumières des familles déplacées qui pourraient les frustrer et les pousser à abandonner leurs nouveaux périmètres d'habitation.

L'organisation sociale des populations réinstallées. Il est indispensable, pour une réinstallation axée sur la relance du processus de développement, que l'on reconnaît l'importance de l'organisation sociale des nouveaux groupements humains. La Banque recommande explicitement que, dans les projets qu'elle finance,

l'on soutienne et l'on utilise dans toute la mesure du possible les institutions sociales et culturelles des familles réinstallées, et l'on encourage leur propre initiative grâce à des programmes d'auto-assistance.

Parce que le démantèlement de la structure économique antérieure et des autorités traditionnelles est apte à affaiblir la capacité de la nouvelle communauté à mobiliser d'elle-même ses propres ressources et pourrait promouvoir l'apathie sociale, il est également crucial de travailler étroitement avec les populations à déplacer, les populations des périmètres d'accueil et leurs chefs respectifs avant et après la réinstallation.

Apprenant les leçons des analyses anthropologiques et sociologiques des programmes de réinstallation, la Banque estime que, pour réussir,
les opérations de réinstallation doivent transférer graduellement les responsabilités des mains des organismes de réinstallation à celles des habitants réinstallés. Il faudrait dès le début prendre des mesures pour préparer ce transfert de responsabilités.

Pour empêcher d'instaurer la tutelle administrative et une dangereuse relation de dépendance, la Banque recommande explicitement aux organismes chargés de la réinstallation des populations de surmonter la tendance bureaucratique à retenir le pouvoir de décision et les fonctions de gestion, et d'au contraire encourager la prise en charge de la communauté par ses propres chefs. Ceci augmentera la participation, stimulera l'initiative locale, et facilitera grandement la tâche des organismes chargés de la réinstallation des populations.

Les populations contraintes de se déplacer préfèrent, dans leur majorité, se réinstaller en groupes en tant qu'unités culturelles/sociales. De cette manière, il leur est plus facile de s'organiser socialement et de devenir économiquement productifs en peu de temps dans leurs périmètres de réinstallation. Il convient d'encourager cette préférence, tant qu'elle ne restreint pas le choix de stratégies de rétablissement économique ni ne s'oppose aux préférences réelles de certains individus désirant se réinstaller ailleurs qu'avec le groupe. On protégerait ainsi une ressource sociale importante -- les modes d'organisation du groupe -- pouvant servir immédiatement dans la nouvelle communauté pour mitiger le bouleversement causé par la réinstallation.

La gestion environnementale. Le plan de réinstallation des populations doit être axé sur la prévention de toute détérioration de l'environnement par suite non seulement du projet d'infrastructure, mais encore de la réinstallation des populations déplacées par l'infrastructure. L'expérience montre qu'en ce qui concerne les réservoirs, on a souvent tendance à réinstaller les habitants dans la ceinture supérieure du bassin versant entourant immédiatement le nouveau réservoir, même si elle est déjà densément peuplée. Les zones aval peuvent constituer des périmètres de réinstallation
plus prometteurs comportant moins de risques environnementaux, du fait de la transition de l'agriculture pluviale à l'agriculture irriguée et de l'amélioration conséquente des potentialités agricoles.

L'indicateur-clé à utiliser dans de tels cas est le ratio population à réinstaller/population autochtone des périmètres d'accueil. Ce ratio permettrait de mesurer l'augmentation de la densité démographique (par unité de superficie) causée par la réinstallation, ainsi que les pressions qui s'exerceront en conséquence sur les ressources naturelles de la région. Pour évaluer ces dernières, le plan de réinstallation doit définir les limites des périmètres de réinstallation à l'intérieur desquels sont situés les sites spécifiques des nouveaux villages (ou les opérations de réinstallation sur des lopins dispersés) ainsi que les ressources naturelles disponibles dans la région. Si les conséquences prévisibles sur l'environnement sont inacceptables, il faudra trouver d'autres sites pour réinstaller les populations.

Que la réinstallation s'effectue en aval ou autour du réservoir, les directives soulignent que, dans un cas comme dans l'autre,

il est essentiel de faire participer autant les chefs des populations à réinstaller que les chefs des populations des périmètres d'accueil, si l'on veut éviter les problèmes environnementaux tels que l'ämpéttement sur les forêts, le surpaturage, etc. Les organismes chargés de la réinstallation devront ultérieurement confier aux chefs locaux la responsabilité de la gestion environnementale et de l'entretien de l'infrastructure. Ces chefs ethniques devront également participer, ainsi que les praticiens locaux (guérisseurs, sages-femmes, et autres) exerçant dans le contexte des croyances médicales et spirituelles locales, à l'exécution des stratégies visant à améliorer le niveau de santé des nouvelles communautés et à empêcher la transmission de maladies par l'eau contaminée.

Parallèlement, les mesures constructives visant à la protection et la gestion de l'environnement pourront constituer des nouvelles sources d'emplois et d'avantages économiques aussi bien pour les habitants à réinstaller que pour les populations des périmètres d'accueil. Par exemple, le reboisement
compensatoire financé par les projets d'infrastructure non seulement remplace les forêts submergées par les réservoirs, mais encore crée des nombreux emplois salariés; et à condition d'être gérés convenablement sur le plan environnemental, les lacs artificiels ainsi créés pourront offrir des avantages économiques importants sous la forme du développement de la pêche et du tourisme.

En somme, des plans de réinstallation équilibrés -- englobant des trains de mesures de développement axées sur la production, une indemnisation adéquate, la création de logements et d'une infrastructure dans les nouveaux périmètres d'habitation, des mesures de protection de la santé et de l'environnement, ainsi qu'un renforcement de l'organisation sociale et des institutions locales -- permettent aux populations déplacées de réagir constructivement au bouleversement infligé par la réinstallation.
V. PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES REGISSANT LE CYCLE D'UN PROJET

La Banque a conçu pour sa politique de réinstallation des populations un ensemble de procédures opérationnelles. Ces procédures sont destinées à s'assurer que les orientations retenues deviennent des réalités concrètes à chaque stade du cycle du projet. Elles complétent les normes opérationnelles générales (valides pour tous les projets) en insistant sur certaines étapes, exigences et méthodologies particulièrement importantes pour les opérations de réinstallation, de manière à empêcher que des problèmes d'une complexité inhabituelle ne surgissent -- ou pouvoir y remédier le cas échéant.

La politique de réinstallation et les procédures pertinentes permettent d'user d'une très grande souplesse pour la sélection des solutions et modes d'exécution convenant le mieux à une situation donnée. Cependant, s'éloigner sans justification des procédures et méthodologies de base risquerait fort de miner les fondements de cette politique générale et de la rendre moins efficace.

Il s'est malheureusement produit des cas où les clauses convenues relativement à la réinstallation des populations n'ont pas été exécutées ni appliquées strictement. Des procédures spécifiques établies précisément pour faire face aux problèmes de la réinstallation ont parfois été contournées par le personnel de la Banque ou par les organismes emprunteurs. Dans certains cas, lorsque les organismes emprunteurs ont abordé les problèmes de la réinstallation de manière contraire aux politiques établies par la Banque, le personnel de la Banque n'a pas pris les mesures fermes et promptes nécessaires. Chaque fois qu'un de ces cas se produit, la politique de la Banque est compromise et la qualité de la réinstallation des habitants est abaissée. Par conséquent, la Banque a récemment augmenté ses ressources en spécialistes (en recrutant des personnels et des consultants supplémentaires) pour travailler spécifiquement sur les volets de réinstallation et pour fournir une assistance technique aux emprunteurs, afin d'améliorer la qualité de la planification et de l'exécution de la réinstallation de populations. La Banque a également intensifié son
dialogue avec les emprunteurs sur cette question et renforce ses dispositifs de formulation et d'application des clauses de réinstallation dans ses accords de prêt et de crédit.

Les sections ci-dessous traitent des étapes clés 11/ du cycle d'un projet de la Banque; ces étapes sont discutées en tant que "point de départ", de manière à indiquer le type de données sur la population 12/ qui sont nécessaires à chaque étape, ainsi que les éléments de base des tâches opérationnelles du projet.

L'identification du projet

Au tout début de l'identification du projet, il est important d'identifier s'il faudra réinstaller des habitants et quel en serait le nombre, ainsi que de commencer à préparer ce volet de réinstallation. De cette manière, on commencera la préparation du projet en "mettant les gens au premier plan" et en examinant dès le départ les implications sociales de l'aménagement de l'infrastructure envisagée, ce qui permettra de renverser l'habitude (très répandue dans la planification des barrages hydro-électriques) de s'occuper de la population à évacuer en dernier lieu. Longtemps avant d'investir dans les travaux de préparation ou d'évaluation d'un projet, les procédures internes de la Banque exigent qu'il soit signalé explicitement à la direction les opérations connues ou prévisibles de déplacement dans le cadre du projet, afin que ces opérations puissent être soumises au cours de la prise de décisions, au lieu de s'en rappeler soudainement après avoir pris les décisions-clés.

Il convient de se demander à ce stade s'il ne serait pas préférable, vu son ampleur et sa complexité, d'envisager la réinstallation en tant que projet séparé plutôt qu'en tant que volet accessoire du projet principal. Cependant, la réponse définitive à cette question ne pourra être fournie qu'après les travaux préparatoires et aux stades de la préévaluation/évaluation.
Par ailleurs, les directives indiquent que pendant le stade initial de l'identification, le personnel de la Banque devrait discuter avec l'emprunteur de ses politiques, plans ou idées préliminaires concernant les périmètres de recasement, et du cadre institutionnel ou juridique de la planification et de l'exécution de la réinstallation. Il est recommandé de passer en revue l'expérience du pays emprunteur en la matière, de manière à recueillir des informations valables sur les problèmes prévisibles et les moyens de procéder. C'est à ce stade également que devraient être examinées les dispositions légales gouvernant l'indemnisation. Durant l'identification et la préparation, la division de la Banque responsable d'un projet a la charge d'informer le futur emprunteur des politiques de la Banque en matière de déplacement et réinstallation des populations, puis de veiller à ce que ces politiques se reflètent dans les études ultérieures.

C'est au stade de l'identification qu'il faut envisager une politique d'aménagement des périmètres de recasement, afin de baser les décisions sur les disponibilités en terre et en eau et non pas seulement sur la facilité administrative ou la fourniture de services de type "assistance sociale".

La préparation du projet

Il appartient à l'organisme emprunteur et à ses équipes de spécialistes de préparer l'opération de réinstallation. Celle-ci doit commencer en même temps que la préparation des autres volets du projet. C'est pendant la phase de préparation du projet que la factibilité réelle de la réinstallation doit être méticuleusement explorée et démontrée et que, si la réinstallation est bel et bien réalisable, l'on doit mettre au point le plan de réinstallation (tel que discuté dans le chapitre précédent).

Les directives opérationnelles de la Banque exigent que

le plan de réinstallation incorpore trois ensembles distincts d'activités concernant: (i) la préparation des habitants à l'évacuation; (ii) le transport des personnes évacuées vers le périmètre de réinstallation;
et (iii) l'intégration des nouveaux-venus dans leur nouvelle communauté. La préparation du volet de reinstallation pourra nécessiter de faire appel à des experts dans de nombreuses disciplines, et devrait normalement comporter les services sur place d'au moins un sociologue/anthropologue (de préférence de la nationalité du pays emprunteur) et un spécialiste de la reinstallation des populations.

Durant la préparation, l'une des tâches-clés est l'identification des périmètres de recasement et des terres cultivables et pâturables adjacentes; à cet effet, il faut effectuer des études des potentialités agricoles des terres et planifier la préparation des périmètres, les travaux d'assainissement des terres, les amendements éventuels, etc. Dans les projets de barrages d'irrigation par exemple, comme il est souvent difficile de trouver des terres libres, il faut durant la préparation du projet s'efforcer au plus tôt et patiemment d'informer les communautés agricoles d'aval (dont les terres bénéficieront de l'irrigation) et de les faire participer à la planification du projet de manière à les inciter à accepter parmi eux une partie des agriculteurs évacués des régions d'amont et à leur vendre une partie de leurs terres. Lorsqu'on dispose d'insuffisamment de terres agricoles pour subvenir aux besoins de toutes les familles évacuées, il peut être nécessaire d'envisager de réinstaller certains groupes en milieu urbain, en tenant compte du désir commun des intéressés d'être déplacés en groupes plus larges que l'unité familiale. C'est également à ce stade qu'il faut préparer les critères pour la répartition des parcelles d'habitation, en tenant compte de l'accroissement probable des familles durant la prochaine génération, des régimes d'héritage, et de tous les autres facteurs pertinents.

Pendant la préparation du projet, il est important que les populations intéressées soient informées et consultées (soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs chefs et représentants officiels et officieux ainsi que des ONG) en ce qui concerne les diverses solutions envisagées pour leur reinstallation, et invitées à participer à l'élaboration de ces solutions.

Dans les cas de reinstallation massive, il faut envisager soigneusement le cadre institutionnel le plus approprié pour exécuter les
opérations de réinstallation et de relance du processus de développement économique. Les directives de la Banque recommandent d'user d'une certaine souplesse en attirant l'attention sur le fait qu'il est parfois préférable d'opérer la réinstallation dans le cadre d'un projet séparé de développement de la région parallèlement au projet financant la nouvelle infrastructure, plutôt que dans le cadre d'un volet accessoire du projet principal d'infrastructure. Cette approche peut aboutir à une meilleure résolution des problèmes sociaux, économiques et environnementaux posés par la réinstallation, à condition de veiller spécialement à la coordination de l'avancement des deux projets.

Un projet spécial peut, dans certaines circonstances, constituer un meilleur véhicule de prêt pour le financement du coût de la réinstallation des populations; il peut permettre de mieux intégrer l'assistance aux habitants déplacés dans l'assistance aux populations des périmètres d'accueil, en utilisant l'approche de l'aménagement d'une région (d'un bassin). La Banque étudiera alors, au stade de la préévaluation/l'évaluation, si ce véhicule institutionnel et de prêt est bien adapté.

Pour aider les emprunteurs pendant ce stade de préparation, les directives de la Banque ordonnent explicitement aux divisions étudiant des projets comportant le déplacement de populations de faciliter la fourniture au plus tôt d'une assistance technique aux emprunteurs pour la planification de la réinstallation y compris (mais sans s'y limiter) l'emploi de fonds dans le cadre du Mécanisme de financement de la préparation des projets (PPF) que la Banque met à la disposition des organismes emprunteurs, si besoin est, dans des cas spéciaux.

En 1986 et 1987 par exemple, deux projets spéciaux d'assistance technique, l'un au Népal et l'autre au Lesotho, ont été approuvés par la Banque spécifiquement pour avancer à ces pays le financement nécessaire pour les études de préparation détaillées -- y compris les évaluations de la factibilité de la réinstallation des populations -- pour d'énormes projets hydrauliques, longtemps
avant que le financement de ces infrastructures ne soient évaluées par la Banque. Dans certains projets, des ONG ont effectué sur place des études de la population intéressée (par exemple en Inde: par Lokayan, une ONG d'études; et par MYRADA, une ONG spécialisée dans l'assistance aux populations devant être réinstallées), ce qui a permis de mieux comprendre la situation de ces populations dans le cadre de plusieurs projets financés par la Banque et d'ajuster les projets de manière à mieux répondre à leurs besoins.

La préévaluation et l'évaluation du projet

Les missions d'évaluation des projets entraînant un déplacement massif de populations ne devraient être montées qu'après que l'emprunteur ait élaboré le plan et le calendrier de la réinstallation et l'ait présenté à la Banque pour examen. C'est là une condition essentielle de la politique générale de la Banque en matière de déplacement de populations, condition qui découle de son expérience passée des conséquences néfastes des retards dans la préparation du volet de réinstallation par rapport aux autres volets des projets. Les directives opérationnelles récentes de la Banque soulignent que

les études de préévaluation devraient permettre aux missions d'évaluation de ne pas être forcées d'improviser des solutions à la hâte faute de tels plans. La Banque ne saurait accepter la soumission des plans de réinstallation postérieurement à l'évaluation.

Comme le délogement involontaire entraîne des problèmes sociaux et techniques particuliers qui sont encore plus graves que ceux de la migration volontaire, il est nécessaire d'inclure des sociologues et des anthropologues dans les équipes de préévaluation/évaluation des projets comportant la réinstallation massive de populations.

Le principal objectif de l'évaluation des dispositifs envisagés pour la réinstallation devrait être de s'assurer (voir l'Annexe 1) s'ils sont adéquats et réalisables et si, lors de leur mise en œuvre, ils permettront de réinstaller les intéressés sans épreuves inutiles, de leur fournir une assistance économique et sociale, et de les aider à refaire leur vie. Cet
objectif englobe (et dépasse largement) les éléments habituellement inclus dans les évaluations des effets sociaux et les évaluations des effets environnementaux. L'évaluation du plan, préalablement à son exécution, inclut un réexamen des principes de base et des résultats des études de faisabilité et de préparation, et doit en particulier déterminer si oui ou non: (i) les biens devant être détruits par le projet d'infrastructure ont été inventoriés et évalués; (ii) les terrains dans les périmètres d'accueil ont été identifiés et sont disponibles et accessibles pour les nouveaux-venus; et (iii) l'on connaît exactement le nombre d'habitants à qui l'on présentera un éventail de solutions possibles pour leur réinstallation, et si ces solutions sont techniquement et économiquement valables.

L'évaluation devrait également examiner la politique générale de l'emprunteur en matière de réinstallation de populations, ainsi que le cadre juridique et institutionnel à l'intérieur duquel cette réinstallation sera opérée.

Les graves implications culturelles et sociales du déracinement devraient être soigneusement envisagées dans leur contexte régional et national lors de l'évaluation, en tenant compte de facteurs tels que la composition ethnique de la région, la densité de population, le climat socio-politique, les traditions locales, etc. Le ratio nombre de bénéficiaires immédiats du projet/nombre d'habitants à évacuer sera également pertinent. Dans un projet de barrage d'irrigation par exemple, il s'agit du ratio nombre d'agriculteurs bénéficiaires dans la région irriguée/nombre d'habitants à l'amont devant être évacués. Il faudrait évaluer chaque cas individuel et envisager des facteurs multiples; en règle générale, lorsque ce ratio est inférieur à 10/1, la Banque ne devrait prêter son concours que dans des circonstances exceptionnelles, soigneusement expliquées, signalées au tout début du cycle du prêt et justifiées en détail lors de l'évaluation. L'optimisation technique (telle que les compromis entre la hauteur du barrage et le nombre d'habitants à évacuer), devra également être soumise lors de la préévaluation et de l'évaluation, en réexaminant les études d'optimisation et de coûts/avantages. Il faudra également prendre en ligne de compte le nombre de personnes à évacuer par unité de superficie inondée, de manière à ce que lorsque ce chiffre sera démesurément
élevé, l'on puisse remettre en question la désirabilité de la conception du projet.

Lors de l'évaluation, il conviendrait d'accorder une attention particulière aux cas dans lesquels les terrains devant être évacués sont utilisés par des populations indigènes ou d'autres pratiquant la culture itinérante (avec jachère) et/ou l'élevage, que ces terres soient occupées à ce moment précis ou non. Ces terres constituent une ressource importante s'insérant dans un cycle de rotation habituellement long. La Banque a formulé des directives distinctes en ce qui concerne les populations indigènes en général, mais les directives spéciales pour la réinstallation soulignent en outre que

comme les populations indigènes ont le plus souvent des droits coutumiers sur les terres plutôt que des titres fonciers modernes, il convient de discuter soigneusement avec l'emprunteur de la question de la reconnaissance de leurs droits à l'indemnisation et au remplacement de leurs ressources, de manière à dégager des solutions équitables et réalisables.

Il conviendrait de confirmer lors de l'évaluation les cadres institutionnels de l'exécution des opérations de réinstallation. Les études anthropologiques longitudinales (qui documentent l'évolution des groupes sur un certain nombre d'années) et l'expérience passée de nombreux projets, qu'ils aient été financés ou non par la Banque, ont montré que lorsqu'on confie la responsabilité de la planification et de l'exécution de la réinstallation à l'organisme exécutant les travaux de génie civil de l'infrastructure du projet, le volet de réinstallation des populations se trouve souvent relégué à l'arrière-plan; il ne s'ensuit pas automatiquement, comme on le suppose souvent mais à tort, une bonne coordination entre la construction et la réinstallation. Par conséquent, les directives concluent que

faire de la réinstallation et du rétablissement socio-économique des populations une responsabilité organisationnelle distincte, assortie d'un budget et d'un personnel adéquats, pourra faciliter la participation d'organismes d'exécution pour
l'agriculture, la pêche, l'élevage et d'autres activités. Une telle organisation pourra également être plus efficace sur le plan de la compétence technique, de l'importance accordée à la réinstallation, et de son intégration dans les autres programmes habituels de développement.

Une autre solution consiste à confier l'exécution de la réinstallation des populations à des services administratifs locaux (par exemple les conseils provinciaux, départementaux et d'arrondissement) qui pourront mobiliser des spécialistes techniques autochtones, connaîtront la population locale et ses ressources, sauront parler leurs langues, et se chargeront ultérieurement des habitants déplacés.

Dans ce sens, il conviendrait de décider, lors de la préévaluation et de l'évaluation, si le cadre institutionnel et le véhicule de prêt de la Banque le mieux approprié pour la réinstallation et le rétablissement économique est un volet du projet ou un projet séparé de développement de la région/du bassin. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, un projet séparé peut parfois mobiliser des ressources plus adéquates (personnel, financement, spécialistes dans des disciplines multiples) que ne le peut un volet accessoire d'un gros projet d'infrastructure. En 1987, la Banque a approuvé pour la première fois un tel projet à part entière de réinstallation de populations; il s'agit du Projet de Réinstallation et d'Aménagement de la région de Brésil-Itaparica (objet d'un prêt de la Banque de 132 millions de dollars E.U.), qui portera sur la réinstallation de quelque 45.000 habitants, l'irrigation de 8.000 ha, l'assistance aux agriculteurs, le logement, l'électrification, etc., pour aider les habitants évacués à se réinsérer dans une structure économique axée sur la production agricole. La Banque prépare actuellement d'autres projets semblables dans des pays d'Asie et d'Afrique. Cette approche d'un projet spécial mérite d'être envisagée, spécialement lorsque ce sont des dizaines de milliers d'habitants que l'on menace d'évacuer.

On peut adopter une approche semblable en ce qui concerne les prêts sectoriels pour l'énergie hydro-électrique, l'irrigation, les transports, etc., qui peuvent être assortis de projets parallèles concernant spécifiquement une
(ou plusieurs) opération(s) de réinstallation des populations par suite du prêt sectoriel; l'emprunteur convient alors du projet parallèle comme condition du prêt sectoriel. L'avantage de l'approche sectorielle est qu'elle étend les critères et normes améliorées de réinstallation de populations à toutes les opérations dans ce secteur, au lieu de les limiter aux projets bénéficiant d'un financement de la Banque.

Toutefois, que l'approche adoptée soit celle d'un projet séparé ou d'un volet de projet, les efforts de préévaluation et d'évaluation devraient assurer que les activités reconstructives soient conçues de manière suffisamment détaillée et adéquatement financées et dotées en personnel. La politique de la Banque énonce clairement que

financer uniquement une indemnité et des secours est insuffisant. Il convient d'identifier la totalité des coûts des activités de rétablissement économique et de les incorporer dans le coût total du projet, que ces activités soient financées par la Banque elle-même, comme elles devraient souvent l'être, ou qu'elles le soient par des crédits locaux. Par exemple, les projets hydro-électriques entraînant la réinstallation de populations devraient englober des crédits réservés à des actions agricoles ou urbaines.

Les coûts de la réinstallation devraient être traités (voir l'Annexe 2) comme réduisant d'autant les avantages économiques et sociaux du projet rendant la réinstallation nécessaire. Il n'est pas nécessaire que le volet de réinstallation soit économiquement viable à lui seul. Lorsqu'on fait de la réintégration des habitants déplacés un volet d'un important projet de développement dans la zone d'accueil, le programme de réinstallation a des meilleures chances d'être conçu de manière à élever les revenus et la productivité des intéressés. Il convient d'ajouter au flux d'avantages du projet tous les avantages nets obtenus pour les habitants réinstallés par rapport à leur situation préalable au projet.

Après l'évaluation, au moment des négociations du prêt entre la Banque et l'emprunteur, il incombera à l'emprunteur de convaincre la Banque que son plan de réinstallation des populations est entièrement réalisable, et qu'il
fait partie intégrante du projet, de l'accord de prêt relatif à ce projet, et des obligations légales de l'emprunteur relatives à l'exécution du projet.

**La supervision et le suivi du projet**

En dernière analyse, la réinstallation adéquate dépend de la qualité de la mise en œuvre du projet. Ni une politique générale adéquate, ni même une bonne planification ni une bonne conception du projet ne sauraient suffir; elles peuvent même être minées par une mise en œuvre insatisfaisante et incohérente.

Les normes établies par la Banque pour la réinstallation des populations sont en général nettement plus élevées que les pratiques actuelles de bien des pays emprunteurs et d'habitude plus exigeantes que les normes régissant l'appareil juridique et réglementaire des emprunteurs. Cette différence affecte souvent l'exécution des dispositions pour la réinstallation convenues et incorporées dans les projets financés par la Banque; il peut donc exister des contradictions entre les plans et la pratique. Même lorsque les réalisations en matière d'opérations de réinstallation représentent un progrès réel par rapport aux anciennes pratiques du pays, les objectifs fixés peuvent ne pas être atteints. L'expérience de nombreux projets vient donc renforcer la leçon qu'une supervision régulière et attentive est essentielle pour que l'exécution réelle corresponde aux politiques générales et aux dispositions retenues au début du projet.

La sensibilité aux implications culturelles (et non pas seulement économiques) du déplacement involontaire, aux réactions des individus et des communautés et à l'interaction des organismes responsables avec les habitants à déplacer: tel est le mandat formulé par les directives opérationnelles de la Banque lorsqu'elles ordonnent aux missions de supervision de faire particulièrement attention aux aspects sociologiques et techniques de la réinstallation dans leur ensemble. La direction du projet devrait suivre de près, avec l'aide de la Banque si besoin est,
l'avancement et la réalisation dans les délais convenus des activités de réinstallation, ainsi que la situation économique et sociale générale des habitants réinstallés.

On obtient de bons résultats lorsqu'on englobe des dispositifs de suivi dans la conception même du projet, et qu'on les ordonne administrativement et financièrement de manière à favoriser l'exercice du jugement en toute indépendance.

La supervision et le suivi devraient constituer à la fois un système d'alerte pour les administrateurs de projets et un moyen d'expression pour les déplacés de leurs besoins et de leurs réactions face à la réinstallation effective. La supervision et le suivi devraient couvrir à la fois les périmètres de départ et d'arrivée des déplacés, de manière à ce que les expériences des premiers groupes réinstallés et leurs observations sur leur transfert et leurs ajustements initiaux puissent servir pour les groupes suivants. Il est recommandé que les équipes de supervision de la Banque comprennent des spécialistes professionnels versés dans les problèmes sociaux, agricoles, sanitaires et culturels complexes de la réinstallation et du rétablissement économique des intéressés. Quant aux emprunteurs, ce qui les aide le plus, ce sont des équipes locales de suivi et d'évaluation capables d'analyser les progrès et les problèmes de la réinstallation distinctement du suivi des autres volets du projet (voir à l'Annexe 3 une liste technique pour guider le suivi de la réinstallation).

******

En somme, tout l'ensemble de procédures opérationnelles, ainsi que les directives de la politique générale en matière de réinstallation de populations, indiquent clairement que le déplacement involontaire et la réinstallation ne doivent pas être relégués au second plan, mais doivent être traités avec une attention sans relâche pendant toutes les phases du projet.
Même dans le cadre d'une politique soigneusement appliquée, la réinstallation reste, et sera toujours, un événement traumatique pour les intéressés, ainsi qu'une tâche monumentale pour les responsables des projets de développement. Comme de tels bouleversements sociaux continueront d'accompagner le progrès technique et économique, il sera essentiel d'améliorer sans cesse les politiques, cadres juridiques, modes d'exécution et études régissant la réinstallation.
Les trois Annexes suivantes sont destinées à faciliter et à améliorer la pratique de la préparation, l'analyse économique, l'évaluation et le suivi des volets de réinstallation involontaire. Ces Annexes contiennent des directives techniques, des modèles de tableaux, des fiches de travail et des listes vérificatives qui reflètent les principes généraux et les directives présentés dans le texte principal de ce rapport. Elles vont plus loin dans le détail et dans la description des problèmes pratiques et techniques qu'il n'est d'usage dans la planification et l'analyse de telles opérations. Ces annexes constituent d'importants outils de travail, puisqu'aucune politique ne peut être systématiquement et effectivement exécutée sans moyens d'analyse, de traitement et de programmation des données. Par ailleurs, comme il s'agit de modèles standard, il convient de les appliquer avec souplesse.

Les directives de travail suivantes ont été dressées en 1986 et 1987 en procédant selon un mode itératif qui a comporté des essais sur le terrain et des révisions successives. Elles ont été appliquées récemment dans un certain nombre de projets de développement, et nous les présentons ici dans l'espoir d'en généraliser l'emploi dans de projets semblables.
ANNEXE 1

LA PREPARATION ET L'EVALUATION DES VOLETS DE DEPLACEMENT INVOLONTAIRE ET REINSTALLATION
Directives Techniques (Liste vérificative)

Les principaux éléments à envisager durant la phase de préparation du projet concernant un volet de déplacement involontaire et réinstallation (qu'il s'agisse de projets en milieu agricole ou en milieu urbain) sont les suivants:

1. les informations de base sur les populations des périmètres de départ et d'arrivée;
2. les cadres de politiques générales et les cadres juridiques;
3. la capacité institutionnelle en matière de réinstallation de populations;
4. le plan de réinstallation pour reconstruire les systèmes de production et l'habitat des habitants évacués;
5. les dispositifs de transfert;
6. le calendrier d'exécution et le budget.

L'équipe devant réexaminer ces mêmes éléments principaux lors de la préévaluation/l'évaluation du projet (quoique pas tout à fait dans le même niveau de détail et en mettant l'accent sur d'autres aspects) doit être différente de l'équipe de préparation du projet; cette nouvelle équipe réévaluera la factibilité et le bien-fondé des dispositifs de réinstallation des populations des points de vue technique, économique, sociologique et institutionnel.

Contexte de la politique générale. Les éléments énumérés ci-dessus seront expliqués par la suite un à un. Par souci de brièveté, nous ne répéterons pas ici la politique générale et les procédures opérationnelles gouvernant la réinstallation; elles restent cependant cruciales pour exécuter convenablement la réinstallation. Par conséquent cette liste technique ne
saurait être utilisée que dans le contexte des directives générales et opérationnelles de la Banque résumées dans le document ci-joint, en particulier dans les sections III à V.

**Souplesse.** Comme il s'agit d'une liste vérificative standard, il convient de l'ajuster aux situations particulières et aux différences entre les niveaux de développement économique dans les divers secteurs -- par exemple réinstallation agricole ou réinstallation urbaine, etc. La liste n'est pas exhaustive et doit être utilisée avec souplesse: en effet, elle ne demande pas tous les détails pour chaque plan de réinstallation; selon l'ampleur de l'opération de réinstallation, le personnel devra exercer son jugement pour déterminer le niveau de détail nécessaire et possible dans chaque cas.

**Approche itérative.** En pratique, les renseignements nécessaires ne sont pas tous disponibles à la fois; mais même s'ils le deviennent par étape, le personnel devrait déterminer quelles études ou quelles données sont nécessaires pour chaque stade de préparation et de planification, et devrait définir quelle sorte de renseignements complémentaires seront réunis et à quel moment par les responsables des divers aspects de l'effort de préparation. Même si les pays emprunteurs ont passé des lois et établi des procédures pour exécuter la réinstallation involontaire, il est important de les documenter et de tirer les leçons des opérations antérieures de réinstallation.

**Equipe de travail.** Dans la plupart des cas, il existe très peu de données disponibles au moment du démarrage de la préparation de la réinstallation. Dans de tels cas il est désirable de commencer par créer des équipes qui travailleront à la préparation de la réinstallation, équipes qui seront dotées d'un personnel suffisamment diversifié (agents techniques, sociologues, économistes), de matériel, de moyens de transports sur le terrain, de moyens cartographiques, de moyens d'accès aux organismes d'exécution pertinents, etc.; c'est là une condition préliminaire nécessaire pour assurer que la planification future s'effectuera de manière compétente et professionnelle. L'organisation du travail de préparation devrait être de
nature à faciliter la participation de la population locale et l'intégration ultérieure dans un plan global de développement régional (région du bassin ou région urbaine, selon le cas).

I. INFORMATIONS ET ETUDES DE BASE NECESSAIRES POUR LA PLANIFICATION

A. Informations sur la zone d'évacuation:

1. Recensement de la population à déplacer, avec les indicateurs démographiques clés, après balisage au sol des limites de la région à évacuer (en considérant les effets du remous dans le cas des réservoirs). Inventaire des biens devant être perdus (terres irriguées et non irriguées, maisons, puits, arbres, bétail, etc.) et évaluation de ces biens. Estimation de l'accroissement probable de la population jusqu'au moment de la réinstallation réelle. Cartes d'identité pour les habitants à évacuer.

2. Description du ou des système(s) de production existant dans la région; des principaux groupes sociaux et ethniques (agriculteurs, ouvriers agricoles sans terres, populations indigènes, employés salariés, artisans, marchands, transporteurs, fabricants, etc.) et des formes d'organisation sociale dont ils dépendent (régimes de la propriété, de l'usufruit et de la concession; clans ou familles étendues, etc.). Description de divers groupes exposés à des risques plus élevés, en particulier la situation des familles à la charge de la mère, des personnes âgées, des handicapés, etc. Détermination des principales sources de revenus et des niveaux approximatifs de revenus.

3. Description/inventaire des aires publiques et communales, de l'infrastructure et des autres ressources productives ou sociales qui sont partagées ou divisées (écoles villageoises, lieux de culte, dispensaires, etc.; paturages communs, accès aux forêts avoisinantes, etc.).
B. Informations et conceptions pour les zones d'accueil (périmètres de recasement):

1. Identification des nouveaux périmètres de recasement (qu'il s'agisse de nouveaux groupements humains consolidés ou d'opérations "bouche-trous" de réinstallation sur des lopins dispersés). Cartes au 1:10.000 des nouveaux périmètres.

2. Etude de la population autochtone dans les périmètres de réinstallation et (ou) autour de ces périmètres, ainsi que de leurs modes d'emploi des ressources (noter les aspects économiques, démographiques, écologiques, ethniques ou autres qui pourront limiter leur bonne volonté à l'égard de la population évacuée; estimation de la capacité de charge des ressources existantes et des possibilités d'intensification).

3. Études de faisabilité, y compris l'évaluation de l'adaptation des nouveaux périmètres (ressources en eau suffisantes, potentialités agricoles du sol, terres de paturage, ressources en bois de feu et autres terres communales; convenance des sites résidentiels; conditions d'aménagement des sites (défrichage, nivellement, plantation d'arbres, etc.; et évaluation de la nouvelle infrastructure nécessaire).

II. DEFINITION DES ORIENTATIONS ET DU CADRE JURIDIQUE

1. Définition de la politique de réinstallation et de la politique de développement devant être appliquées dans un cas donné (le droit à des terres et à d'autres ressources productives de remplacement; la reconstruction des habitations; les niveaux et les modalités de l'indemnité pécuniaire pour les individus et les groupes; les objectifs globaux de développement de la politique de réinstallation). S'il n'existe pas de politiques générales ni de réglementations, définir quelles normes doivent être décrétées aux fins de la préparation du projet.
2. Les définitions légales des droits de la population déplacée involontairement; les primes de réinstallation; l'assistance institutionnelle pour le remplacement des terres et les procédures de cession des terres dans les nouveaux périmètres; l'assistance technique et financière pour faire entrer en production les nouvelles ressources; les droits des ouvriers agricoles sans terres et des travailleurs des secteurs non agricoles; les lois en vigueur dans le pays intéressé ont-elles été respectées dans le passé? ont-elles été efficaces? les procédures légales permettant aux habitants de présenter leur demande d'indemnité; existe-t-il des dispositions légales pour permettre aux habitants déplacés de prendre part aux avantages engendrés par l'infrastructure les ayant évincés, comme l'accès à l'électricité, à l'irrigation, le partage du produit de la vente d'électricité, etc.

III. LA CAPABILITE ORGANISATIONNELLE AU SERVICE DE LA REINSTALLATION

1. Désignation de l'organisme/du service public responsable de la réinstallation et de l'exécution du plan de développement (personnel existant; prévisions en matière de personnel et composition de ce personnel; matériel, véhicules, etc.).

2. Les organismes d'exécution/ministères dont on espère une aide; la coopération avec les ONG; les systèmes de supervision et de communication de la direction; les dispositifs de suivi (voir l'Annexe 2).

3. Le plan de développement pour l'organisation chargée de la réinstallation; formation du personnel; formation des représentants des populations à évacuer et des populations des périmètres d'accueil.
4. Stratégie pour obtenir la participation des communautés à évacuer et celle des populations des zones d'accueil au cours de chaque phase; participation des ONG.

IV. PLAN DE REINSTALLATION POUR LES NOUVEAUX PERIMETRES

1. Les objectifs de développement pour les groupes à déplacer; les différentes stratégies possibles de développement entre lesquelles les familles pourront choisir; l'estimation des proportions dans lesquelles chaque solution sera probablement choisie; les caractéristiques techniques connues et les autres études nécessaires pour la mise en œuvre de chacune de ces solutions.

2. Les trains de mesures de développement proposés pour les nouveaux regroupements humains (intensification agricole, irrigation, assainissement/préparation des terres, etc.; plans d'amélioration de l'élevage, y compris le petit bétail; mesures d'amélioration des systèmes de culture, y compris le financement des intrants; l'estimation des productions; les possibilités pour les femmes de se réinsérer dans les structures de production agricole; la production de bois de feu; le développement de l'arboriculture fruitière; les principaux modèles agricoles envisagés; les avantages attendus, et les chances de restaurer ou d'améliorer les niveaux de revenus ou de vie des agriculteurs; l'analyse financière de chaque train de mesures).

3. Le développement urbain si nécessaire; les possibilités d'emploi permanent en-dehors de l'agriculture; le développement des petites industries, des services, etc.; les investissements nécessaires pour la création de nouveaux emplois; les possibilités d'emplois temporaires offertes par les travaux de construction dans le cadre du projet.
4. L'évaluation de la possibilité que le périmètre de recasement se développera en ville champignon; les mesures envisagées pour prévenir ou mitiger les effets socio/environnementaux néfastes.

5. L'indemnisation des habitants à évacuer pour compenser la perte de leurs biens et les peines qu'ils endureront (procédures d'évaluation, calendrier des paiements, etc.); les emplois de l'indemnité recommandés pour permettre aux habitants de retrouver leur niveau de revenus d'avant l'évacuation.

6. L'habitat; les dispositions visant à aider les habitants évacués à reconstruire leurs logements; l'ingénierie des nouveaux sites (conception et plans de configuration pour l'infrastructure, installations publiques et communautaires; plans d'occupation des sols et d'utilisation des ressources; réseau d'alimentation en eau potable; réseau de drainage et d'évacuation des eaux usées; évaluation des plans du point de vue de l'environnement).

7. Le soutien de l'organisation sociale des habitants devant se réinstaller, y compris l'aide aux ONG locales; les mesures explicites pour encourager la participation des deux types de groupes intéressés (ceux à reloger et ceux des périmètres d'accueil) à la planification et à l'exécution de l'opération de réinstallation (comités de réinstallation, stratégies pour la formation des chefs et représentants de ces groupes et populations, compagnons de réinstallation; coopération entre l'organisme chargé du recasement, les organismes d'exécution, les ONG locales, les chefs et représentants des communautés, les groupements de femmes, les autres organisations; rôles dans la sélection des sites, la préparation des terrains, l'exécution des plans, l'exploitation et l'entretien, etc.).

8. Les mesures proposées pour la gestion et la protection de l'environnement.
V. DISPOSITIFS DE TRANSFERT

1. La diffusion des informations auprès des habitants à déplacer et des populations des périmètres d'accueil (explication des politiques de réinstallation, des droits des personnes déplacées, des dispositions et procédures légales pour présenter leurs demandes d'indemnité; calendrier d'évacuation; moyens de transport disponibles; accès aux programmes d'assistance intérimaire).

2. Dispositifs pour l'entretien des habitants évacués pendant la période du transfert (alimentation, fourrage, bois de chauffe, services médicaux nécessaires entre le moment de l'évacuation et celui où les nouvelles terres produiront des récoltes; les systèmes de suivi devraient permettre à la direction d'identifier précisément en quels points ces programmes doivent être renforcés).

3. Calendrier de mobilisation (logistique ou itinéraires préparés pour faciliter l'accès et l'évacuation; les véhicules à utiliser pour transporter les effets personnels, le bétail, les matériaux de construction des maisons, etc., et les véhicules de transport des habitants; le calendrier des mouvements).

VI. CALENDRIER ET BUDGET

1. Un calendrier de réinstallation coordonné avec un chronogramme de reconstruction et d'autres aspects du projet (par exemple le remplissage du réservoir); il faudrait dresser un diagramme résumant le plan de réinstallation, afin de montrer l'interdépendance des activités essentielles mois par mois pour l'année -2, -1, 0 (0 = année du transfert), +1, +2, etc. jusqu'à ce que le transfert soit terminé; les activités de développement envisagées à long terme, en commençant par l'année +2 après le transfert et en continuant jusqu'au moment où l'on pense que les habitants auront regagné ou dépassé leurs niveaux de revenus préalables.
2. Les estimations des coûts pour toutes les opérations (voir l'Annexe 2), ventilées selon les principales rubriques/catégories ci-dessus (estimations de coûts sur une base unitaire; tableaux de coûts des familles bénéficiaires individuelles, tableau de coûts unitaires d'exploitation, calendrier de financement, etc.).
1. Beaucoup de projets d'irrigation, d'énergie hydro-électrique et d'alimentation en eau, ainsi que certains projets urbains, de transports et industriels, ne peuvent être exécutés qu'à condition d'évacuer un certain nombre d'habitants de la zone du projet. En général, cette évacuation implique également la perte de terres et d'autres biens. Ce fait revêt d'importantes conséquences sociales, financières, économiques et environnementales qui devraient être reflétées dans l'évaluation économique du projet. Les présentes directives identifient les coûts et avantages que l'on devrait envisager dans l'analyse économique des projets nécessitant la réinstallation des populations, et elles clarifient certains problèmes conceptuels et méthodologiques propres à la définition et à la quantification des coûts et des avantages. Ces directives devraient être employées avec souplesse, de manière à assurer l'exécution des politiques établies.

2. Une étude de l'expérience passée a révélé que la réinstallation involontaire était souvent un volet sous-financé. L'une des principales raisons en était que les coûts de la réinstallation étaient systématiquement sous-estimés par l'Emprunteur et par la Banque. Citons parmi les facteurs de coûts souvent omis: les relevés topographiques, les études pédologiques, les...

---

* Ces directives ont été rédigées en 1986; par la suite, elles ont fait l'objet de discussions et d'améliorations de la part d'un groupe composé de plusieurs économistes, anthropologues et autres spécialistes de projets, en particulier C. Diewald, D. Fitchett et W. Partridge; ont également contribué à cet effort S. El Serafi, W. Jones, R. Martin, G. Ed Schuh, H. Van der Tak, D. Turnham, V. Vyas, A. Walters, M. Wiehen et O. Yenal.
recensements de la population et des biens, les revenus perdus du fait de la perte des biens productifs, les pertes ou les réductions temporaires de la production et des revenus de la population affectée, l'assainissement/l'amélioration des terres dans les périmètres de recasement; et surtout la mise en œuvre des trains de mesures de relance du processus de développement économique (établissement socio-économique), la mitigation de l'impact sur les populations autochtones des zones d'accueil, le coût d'établissement des nouvelles entreprises industrielles et commerciales, la fourniture d'une assistance médicale et sociale spéciale, la formation, le personnel technique et de direction, et les exigences logistiques de la réinstallation. Ces coûts concernent à la fois les investissements et les charges renouvelables.

3. La logique, les concepts et les méthodes propres à l'analyse économique et financière des projets entraînant une réinstallation involontaire sont les mêmes que ceux utilisés généralement par la Banque. Toutefois, certains problèmes particuliers peuvent parfois prêter à confusion. Le processus de suivi et d'évaluation des divers coûts et avantages peut être fort complexe. Nous discuterons ci-dessous de ces problèmes, et terminerons par un résumé des coûts et des avantages qu'il convient d'envisager.

Cadre conceptuel

4. Viabilité économique des volets de réinstallation. La réinstallation involontaire est incluse dans un projet non pas par choix mais par nécessité. Son coût constitue une partie intégrante du coût du projet. Par conséquent, il n'est ni possible ni approprié de fournir une justification économique séparée pour la réinstallation, comme ce serait le cas pour des volets "facultatifs" séparables. Ce qui compte, c'est que l'ensemble du

1/ L'analyste pourrait être tenté de consacrer énormément de temps à parfaire ses estimations des coûts et des avantages de la réinstallation, particulièrement si ces coûts et avantages sont difficiles à mesurer. Toutefois, les mérites de tels efforts devraient toujours être jugés à la lumière de l'importance qu'ils feront dans le résultat global de l'analyse économique.
projet ait une valeur actualisée nette positive. Par exemple, si l'on inclut l'aménagement de la pêche dans le réservoir comme source d'emplois rémunérateurs pour les habitants déplacés, il importe peu que ce "volet" du projet soit économiquement viable à lui tout seul ou non; ce "volet" ajoute simplement un coût économique net au projet. Ce coût supplémentaire est justifié tant que le "volet" est planifié et conçu de la manière la plus efficace possible et qu'il constitue un élément du "meilleur" plan de réinstallation et de la "meilleure" conception d'ensemble du projet, toujours à condition, bien entendu, que l'ensemble du projet reste viable. Dans ce sens, les éléments d'un plan de réinstallation ne sont guère différents, par exemple, d'un évacuateur de crue en tant qu'élément d'un projet de barrage.

5. Viabilité financière. Les programmes de réinstallation sont conçus de manière à aider les familles déplacées de force à retrouver et même dépasser leur niveau de vie antérieur. Il convient d'analyser les éléments de ces programmes de réinstallation (c'est-à-dire les différentes options offertes aux ménages devant être déplacés) du point de vue des bénéficiaires, afin de s'assurer qu'ils soient financièrement viables et qu'ils constituent des incitations pour les bénéficiaires — en leur permettant réellement un niveau de vie adéquat et en évitant les flux de trésorerie négatifs. Ceci implique également qu'il est nécessaire, pendant l'étape de préparation du projet, de réunir des données de base sur le niveau de revenus moyen des groupes affectés pendant la période préalable au projet, afin de permettre à l'analyse économique de projeter les niveaux de revenus attendus après la réinstallation et le rétablissement économique des populations.

2/ Aux fins de l'évaluation, une valeur actualisée nette positive (VNP) est normalement suffisante; toutefois, la planification et la conception devraient viser à maximiser la VNP dans certaines conditions données.

3/ Si un plan de réinstallation va au-delà du coût strictement "nécessaire" -- par exemple si le logement fourni aux familles déplacées est de meilleure qualité que celui qu'elles perdent à cause du projet -- cette amélioration ne constituera toujours pas un volet de projet séparé puisqu'elle n'aurait pas été entreprise en-dehors du cadre de la réinstallation.
6. **Les coûts et avantages financiers par rapport à ceux économiques.** Il convient de distinguer soigneusement entre les coûts qui sont purement financiers (les transferts), ceux qui relèvent à la fois de l'analyse économique et de l'analyse financière, et ceux qui sont uniquement économiques. Souvent une partie importante des coûts de réinstallation est affectée à l'indemnisation financière des pertes de biens et à divers subventions ou primes à la population déplacée. De telles dépenses constituent de toute évidence des paiements de transfert. La valeur de l'indemnité payée, par exemple, devrait refléter le manque à gagner futur causé par la perte des biens productifs. Il pourra être nécessaire d'inclure, en tant que coûts purement économiques, le manque à gagner (net) de la perte de terres et de ressources naturelles d'une part, ou certains coûts environnementaux d'autre part, car ces coûts sont souvent omis de l'analyse des flux de trésorerie.

7. **Le traitement des biens perdus.** Si des biens tels que des terres, forêts, maisons, puits, lignes électriques, usines, etc., sont perdus à cause du projet (par exemple, parce qu'ils seront submergés ou démolis), la perte se produit en réalité sous la forme des avantages nets qui auraient été réalisés si le projet n'avait pas été entrepris (concept du coût d'opportunité). La valeur de marché de ces biens pourrait guider la détermination de la valeur actualisée (actuelle) des avantages nets perdus. (L'indemnité versée ne...
constitue généralement pas une bonne valeur de remplacement.) Ou bien encore, l'analyste pourrait s'efforcer d'estimer lui-même le flux des avantages annuels nets sacrifiés. Cette dernière méthode est préférable, car elle est plus conforme aux méthodes utilisées pour d'autres volets de l'analyse économique, encore qu'il pourrait être utile, à titre de vérification, d'en comparer les résultats avec ceux de la première méthode.  

8. Dans bien des cas, par exemple pour les maisons, les bâtiments, les usines, les routes, les puits, etc., il est approprié et moins difficile d'estimer le coût de remplacement (moins la valeur de tous les matériaux de récupération utilisés comme remplacement), et de ne tenir aucun compte des avantages perdus et des avantages attendus du remplacement. On suppose ici que les flux d'avantages avec et sans le projet sont plus ou moins identiques. Cette méthode présupposerait normalement que les remplacements seront réellement effectués, mais même s'ils ne le sont pas, cette méthode pourrait produire un bon indicateur des avantages perdus. De toute manière, il est important de ne pas compter les coûts deux fois, par exemple en comptant à la fois les avantages perdus et le coût de remplacement.

5/ La valeur de marché (actualisée) d'un bien reflète l'idée que ses propriétaires réels et éventuels ("le marché") se font du revenu net que le bien pourrait leur procurer à l'avenir, et par conséquent la somme que ces individus sont disposés à payer pour obtenir ces avantages. Dans ce sens la valeur de marché (ajustée pour tenir compte de certaines distorsions) constituerait une mesure adéquate des avantages perdus. Toutefois, nous ne savons pas quel taux d'actualisation est sous-entendu dans l'estimation de la valeur de marché des avantages futurs. Si l'on utilise un taux d'actualisation uniforme pour tous les autres éléments de l'analyse économique, comme c'est le cas implicite pour les méthodes de la valeur actualisée nette et du taux de rentabilité interne, alors cette conformité diminuerait presque certainement. Par ailleurs, les analystes projettent habituellement eux-mêmes les avantages économiques d'un investissement, sur la base d'une estimation des quantités et des prix économiques des biens à produire. Si l'on effectue ailleurs dans l'analyse économique de telles estimations pour des produits similaires (par exemple pour l'accroissement des récoltes grâce à un projet d'irrigation), alors le traitement des avantages sacrifiés serait conforme à de telles estimations.

6/ Dans les cas où les avantages attendus des biens de remplacement sont nettement différents des avantages sacrifiés à cause du projet, on peut introduire dans l'évaluation de la situation "avec projet" un flux d'avantages différentiel (positif ou négatif suivant le cas).
9. Certaines questions ont été soulevées en ce qui concerne le traitement de la perte de certaines ressources naturelles, telles que les forêts qui seront abattues avant le submergement. On peut légitimement compter comme avantages du projet le bois et les autres produits forestiers récupérés par suite de l'abattage. Toutefois, il existe une quantité d'avantages perdus qui ne seront pas suffisamment reflétés par la valeur de la production future de bois d'œuvre et de bois de feu. Le remplacement des ressources forestières grâce au reboisement ne permettra pas forcément de recréer un écosystème forestier pareil à celui perdu. Il faudrait donc s'efforcer de quantifier au moins quelques-uns des principaux avantages futurs perdus avec les forêts et leur écosystème, ou bien alors il faudrait soit diminuer les avantages de l'abattage soit les éliminer entièrement de l'analyse économique. (L'abattage représente bien entendu un avantage économique pour le propriétaire de la forêt, et la production future sans le projet un flux net de trésorerie perdu.)

10. Les coûts psychologiques du recasement. L'évacuation d'habitants hors de leur milieu habituel les force souvent à endurer maintes épreuves et souffrances. Ce sont la certainement pour la société des coûts qui comptent dans l'évaluation d'un projet du point de vue de sa désirabilité sociale. Toutefois, il est virtuellement impossible d'affecter une valeur économique à ces coûts. Théoriquement, il pourrait exister un niveau d'indemnisation auquel les habitants seraient disposés à se réinstaller volontairement; en pratique, il est presque impossible de déterminer quel serait ce niveau. Comme l'on ne peut pas quantifier les coûts psychologiques associés à la réinstallation au moyen des outils analytiques disponibles, c'est le coût des programmes ou services conçus spécifiquement pour mitiger les épreuves des intéressés (en particulier les aspects physiques de ces épreuves), qui devrait être entièrement calculé et inclus dans l'analyse économique (par exemple, les services de santé, de nutrition et sociaux, etc.); au stade immédiatement postérieur à la réinstallation, les coûts des soins de santé (et peut-être ceux des autres

7/ Les forêts abritent la faune, elles régularisent le ruissellement des eaux de pluie, elles empêchent l'érosion et la sédimentation des sols, elles renouvellent l'oxygène dans l'atmosphère, il est agréable d'y marcher, etc.
services d'assistance sociale) pourraient être plus élevés que par la suite, ce qui devrait également être pris en ligne de compte.

11. **Coûts du bouleversement de la vie des intéressés.** Pendant la période de transfert et de transition, c'est-à-dire à partir du moment de l'évacuation et jusqu'à ce que les familles aient regagné leur niveau de vie préalable, il se produira un déclin général de leur activité économique et une chute parallèle de la production et des revenus. Il conviendra d'estimer la perte nette due à la baisse de production. En général, il ne sera pas exact de supposer que les avantages des trains de mesures de rétablissement économique pourront être réalisés dans leur totalité dès la réinstallation. Par exemple, lorsqu'une famille recevra ou acquerra des nouvelles terres agricoles, sa rentabilité initiale nette sera probablement faible pendant un certain temps; lorsqu'un petit commerçant devra monter une boutique dans un nouvel emplacement, il pourra pendant un certain temps subir un ralentissement de la rotation de son stock; et lorsqu'un ouvrier agricole sans terre aura reçu une formation de menuisier, sa productivité ne s'élevera que graduellement au niveau normal. Ce coût devrait être englobé, autant que possible, dans l'analyse économique et les modèles financiers. Le coût du bouleversement de la vie économique serait normalement saisi en tant que coût différentiel en modélisant soigneusement les coûts et les avantages (ou les revenus et les dépenses) "avec projet" et "sans projet". Pour les coûts qui ne seraient pas prévus ou couverts dans les principales catégories, l'on pourra réserver les ressources nécessaires sous la rubrique des provisions pour imprévus (quelque 3 à 5% des coûts de la réinstallation).

12. **Trains de mesures de relance du processus de développement économique.** La formulation des ces trains de mesures englobera tous les coûts et avantages entraînés par le rétablissement des familles ou individus dans de nouvelles structures productives. Il s'agit typiquement des terres de remplacement, des améliorations à ces terres (défrichage, irrigation, nivellement, etc.), des semences, outils et animaux de traction; des services de recherche, de vulgarisation et de crédit agricoles, etc. Il pourra également s'agir de trains de mesures d'encouragement de la création d'entreprises consistant en crédits à l'investissement, subventions et assistance technique,
etc. Toutes ces mesures entraineront des coûts (d'investissement et renouvelables) ainsi que des avantages économiques qu'il conviendra d'estimer. Ceci pourra se faire soit sous la forme de "modules" typiques (voir plus loin les tableaux 3 à 5 fournis à titre de modèles) qui pourront alors être multipliés par les nombres de ménages qui les adopteront probablement, soit en détail pour les programmes plus importants s'adressant à un grand nombre de familles déplacées. Les modules répondraient à un double objectif: ils permettraient d'estimer les coûts et avantages économiques découlant des investissements en matière de relance du processus de développement économique; et ils seront utiles pour évaluer la viabilité financière du point de vue des bénéficiaires (voir para. 5). Comme l'objectif est que les habitants réinstallés regagnent au moins leur niveau de vie préalable (ajusté en fonction de ce qu'il aurait été "sans le projet"), les modules devraient dès le départ être basés sur les flux de revenus "de base" par rapport auxquels l'on pourra mesurer les revenus futurs obtenus grâce aux trains de mesures de relance du processus de développement économique.

13. Un objectif global et essentiel de l'analyse financière est de déterminer si, au cas où les investissements dans les mesures de rétablissement socio-économique sont effectués comme prévu, le revenu escompté des habitants réinstallés sera au moins égal, sinon supérieur, à leurs niveaux de revenus "sans le projet". Ce calcul est nécessaire pour que l'analyse économique confirme dès le départ que le résultat projeté permettra d'atteindre l'objectif essentiel du volet de réinstallation des populations.

8/ On effectue parfois la moyenne du coût total de la réinstallation par famille ou par ménage, mais cette méthode de calcul est très souvent inexacte. Si l'on calcule la valeur moyenne par ménage de l'infrastructure perdue (par exemple routes, ponts, chemins de fer, etc.) qui est submergée ou doit être reconstruite ailleurs, on ne fait que gonfler artificiellement le coût apparent de la réinstallation des habitants. Toutefois, cette infrastructure perdue ne dessert pas uniquement les familles à évacuer, car elle s'inscrit dans un cadre régional ou national beaucoup plus vaste, et il ne faudrait pas que la reconstruction de cette infrastructure soit présentée faussement comme un coût subi par ces seules familles. De toute manière, le coût moyen par famille n'est pas un indicateur indispensable pour l'analyse économique; toutefois, si l'on estime utile de le calculer à titre comparatif, il devrait inclure uniquement les coûts afférents à la réinstallation et au rétablissement économique des familles affectées ainsi qu'à l'infrastructure nécessaire pour desservir ces familles.
14. **Coûts et avantages environnementaux.** La réinstallation des populations peut entraîner une dégradation de l'environnement s'ajoutant aux conséquences environnementales générales de la construction de grosses infrastructures telles que barrages et réservoirs. Les coûts environnementaux peuvent inclure l'intensification de l'exploitation des forêts, paturages et sols dans les périmètres de recasement. Il sera souvent difficile d'estimer les dommages matériels qui se produiront et d'y attribuer des valeurs. Cependant, une conception soignée de l'opération de réinstallation prévoira ces dangers de surexploitation et des mesures pour les mitiger ou les prévenir ainsi que les pénuries de bois de chauffe, de fourrage, etc.; ceci en partie dans le but de préserver les intérêts tant des groupes nouveaux-venus que des populations autochtones dans les périmètres de recasement. De telles mesures pourraient porter sur le reboisement, les parcelles communautaires réservées à la collecte de bois de feu, la reconstitution des paturages, les mesures de conservation des sols, etc. Les coûts et avantages de telles mesures peuvent et devraient être identifiés et inclus dans l'évaluation.

**Liste des coûts et avantages typiques d'une opération de réinstallation**


**Préparation et indemnisation (Tableau 1)**

- Coûts du recensement de la population intéressée et de l'inventaire des biens
- Indemnisation pour les biens perdus (pour les tableaux de coûts du projet)
- Avantages perdus de l'exploitation future des biens (pour l'analyse économique et financière)
- Coût de l'évaluation du site résidentiel dans le périmètre d'accueil
- Coût des terres de remplacement
- Coût de la préparation des terres agricoles de remplacement
Réinstallation (Tableau 2)
- Coût du déménagement et du transport
- Coût de l'habitation de remplacement
- Coût de l'infrastructure urbaine/villageoise dans le périmètre de recasement
- Réinstallation/remplacement de l'autre infrastructure
- Mesures de subsistance
- Services spéciaux d'assistance sociale pendant la réinstallation

Rétablissement économique (Tableau 2 et modules dans les Tableaux 3 à 5)
- Programmes à grande échelle (coûts et avantages)
- Mesures à l'échelle des ménages (coûts et avantages)
- Services (vulgarisation, santé, éducation, etc.)
- Trains de mesures d'amélioration de l'environnement (gestion forestière, conservation des sols, paturages)

Frais généraux et administratifs (Tableau 6)
- Installations matérielles
- Véhicules
- Matériaux
- Personnel d'exploitation (administratif et technique)
- Personnel de service
- Formation
- Suivi
- Évaluation (contrat)
- Assistance technique

Plan de financement
16. Le financement des coûts du projet proviendra habituellement de plusieurs sources. L'organisme du projet recevra des crédits de l'État. Mis à part le financement à titre d'aide, le projet pourra comporter un financement des investissements par des banques locales, des contributions de l'administration locale, et les contributions (non des moindres) des habitants évacués et réinstallés (par exemple, celles tirées sur l'indemnité reçue pour compenser la perte de leurs biens). Dans le modèle de tableau ci-dessous, nous prévoyons les flux financiers susceptibles d'être récupérés par un organisme d'exécution; il pourra s'agir par exemple d'un acompte sur un investissement productif qu'un habitant tirera sur sa prime de réinstallation, ou des recettes que l'État retirera de l'abattage d'une forêt devant être inondée par un réservoir. (Toutefois, ce plan de financement ne devrait pas montrer l'amortissement des dettes.)
Plan de financement de la réinstallation

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Dépenses</th>
<th>Recettes</th>
<th>Dépense nette</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Administration centrale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Administration de la province/du département/de l'Etat (quand le pays est une fédération d'Etats)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Administration locale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Banques locales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres bailleurs de fonds</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Organisations non gouvernementales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Habitants à réinstaller</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BIRD/IDA</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Tableau 1
MODELES DE TABLEAUX DE COUTS POUR LA REINSTALLATION
Costs de préparation et d'indemnisation

<table>
<thead>
<tr>
<th>Coût unitaire</th>
<th>Quantité par année</th>
<th>Coût total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>-3</td>
<td>-2</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. Recensement de la population affectée
2. Relevé topographique et inventaire des biens
3. Indemnités individuelles
   - Terres privées
   - Vergers et récoltes sur pied
   - Arbres privés
   - Parcelles et habitations
   - Autres édifices privés, etc.
4. Remplacement des biens publics
   a) Infrastructure publique
      - Réseaux d'alimentation en eau
      - Lignes électriques
      - Lignes téléphoniques
      - Édifices publics
      - Routes
      - Ponts
      - Chemins de fer, etc.
   b) Reboisement
5. Evaluation des sites dans les périmètres d'accueil
   - Enquête sur la population autochtone
   - Démarcation des terres
   - Prospection de l'eau potable
   - Études pédologiques
   - Agencements des sites, etc.
6. Acquisition des terres dans les périmètres d'accueil
   - Terres agricoles
   - Terres communautaires
     - (rues, parcs, paturages, édifices civiques, etc.)
   - Parcelles d'habitation
   - Réserve pour croissance future

TOTAL

1/ L'année 0 représente le moment où commencera l'évacuation réelle des intéressés vers les nouveaux périmètres de recasement.
2/ L'emploi de coûts unitaires ne conviendra pas forcément dans tous les cas. On pourra fournir à la place une estimation des dépenses annuelles forfaitaires.
### Tableau 2

**MODELES DE TABLEAUX DE COUTS POUR LA REINSTALLATION**

Coûts de la reinstallation

<table>
<thead>
<tr>
<th>Coût unitaire</th>
<th>Quantité par année</th>
<th>Coût total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>-3</td>
<td>-2</td>
<td>-1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. **Habitations de remplacement**
   - Matériaux de construction
   - moins ceux récupérés
   - Main-d'oeuvre
   - Travaux de génie civil
   - réalisés à l'entreprise

2. **Infrastructure villageoise/urbaine**
   - Préparation des sites
   - Routes et routes d'accès
   - Électricité
   - Alimentation en eau
   - Assainissement/Drainage
   - Écoles
   - Édifices publics
   - Dispensaire
   - Magasin à engrais/semences
   - Lieux de culte
   - Marchés, etc.

3. **Transport et hébergement**
   - Transport des familles et de leurs effets
   - Transport des matériaux récupérés
   - Transports des monuments, etc.
   - Hébergement temporaire

4. **Services spéciaux d'assistance sociale**
   - Dispensaires temporaires
   - Aliments de complément pour enfants
   - Coûts de formation
   - Autres services d'assistance sociale

5. **Trains de mesures de subsistance**
   - Primes de réinstallation
   - Subsides alimentaires
   - Rations de fourrage, etc.

**TOTAL**

1/ L'année 0 représente le moment où commencera l'évacuation réelle des intéressés vers les nouveaux périmètres de recasement.

2/ L'emploi de coûts unitaires ne conviendra pas forcément dans tous les cas. On pourra fournir à la place une estimation des dépenses annuelles forfaitaires.

3/ Il convient de distinguer entre l'achat du matériel et son coût de location/d'exploitation.
**Tableau 3**

**ANALYSE FINANCIERE DES DIFFERENTS SCENARIOS DE REINSTALLATION**

*Exemple: Agriculture pluviale sur des terres de remplacement*

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année:</th>
<th>-2 -1 0 1 2 3 4 5 6 7</th>
</tr>
</thead>
</table>

**A) REVENU FAMILIAL**

1. **Avant l'évacuation**
   a) Agriculture sur les anciennes terres
      valeur brute des récoltes
      dont: - consommation familiale
            - vente
            moins semences et pertes\(^1\)/
            moins intrants achetés
      revenu agricole net sur les anciennes terres
   b) Autres revenus familiaux avant
      l'évacuation
      provenant du travail salarié
      provenant de l'élevage (revenu net)
      provenant des loyers
      autre (revenu net)

2. **Après l'évacuation**
   a) Agriculture sur les nouvelles terres\(^1\)/
      valeur brute des récoltes
      dont: - consommation familiale
            - vente
            moins semences et pertes\(^2\)/
            moins intrants achetés
      revenu agricole net sur les nouvelles terres
   b) Autres revenus familiaux après
      l'évacuation
      provenant du travail salarié
      provenant de l'élevage (revenu net)
      provenant des loyers
      autre (revenu net)

   **Revenu total**

**B) AUTRES RECETTES**

1. Subventions
   pour les transports
   pour la subsistance
   en espèces
   en nature

\(^1\)/ Peut chevaucher l'agriculture sur les anciennes terres.
\(^2\)/ Suppose que les semences proviennent des récoltes; les pertes concernent les pertes à l'emmagasinage.
2. Indemnités
   pour les terres agricoles perdues
   pour la maison et la parcelle perdues
   pour les autres biens perdues

3. Subventionnement des investissements
   pour des nouvelles terres agricoles
   pour une nouvelle parcelle d'habitation
   pour des matériaux de construction
   pour l'acquisition d'autres biens

4. Prêts
   pour l'amélioration des terres (prêt A)
   pour d'autres biens (spécifier) (prêt B)

Recettes totales

C) DEPENSES

   Consommation du ménage
     en espèces
     consommation familiale

   Frais de réinstallation
     frais de transport
     hébergement temporaire
     autres

   Dépenses totales

D) INVESTISSEMENTS

   Coût des nouvelles terres
   Coût des mesures de valorisation
     des terres
   Coût de la parcelle d'habitation
   Coût du nouveau logement
     moins les matériaux récupérés

   Coût total d'investissement

E) SERVICE DE LA DETTE

   sur le prêt A
   sur le prêt B

   Total du service de la dette

F) FLUX DE TRESORERIE NET

   Résultat net de A) + B) - C) - D) - E)
Tableau 4

ANALYSE FINANCIERE DES DIFFERENTS SCENARIOS DE REINSTALLATION
Exemple: Agriculture irriguée avec puits sur des terres de remplacement

Année: -2 -1 0 1 2 3 4 5 6 7

A) REVENU FAMILIAL

1. Avant l'évacuation
   a) Agriculture sur les anciennes terres
      valeur brute des récoltes
      dont: -consommation familiale
           -vente
           moins semences et pertes\(^2\)\(^\text{/}\)
           moins intrants achetés
      revenu agricole net sur les anciennes terres
   b) Autres revenus familiaux avant l'évacuation
      provenant du travail salarié
      provenant de l'élevage (revenu net)
      provenant des loyers
      autre (revenu net)

2. Après l'évacuation
   a) Agriculture sur les nouvelles terres\(^1\)
      valeur brute des récoltes
      dont: -consommation familiale
           -vente
           moins semences et pertes\(^2\)\(^\text{/}\)
           moins intrants achetés
           moins les frais d'entretien du puits
      revenu agricole net sur les nouvelles terres
   b) Autres revenus familiaux après le déménagement
      provenant du travail salarié
      provenant de l'élevage (revenu net)
      provenant des loyers
      autre (revenu net)
      Revenu total

B) AUTRES RECETTES

1. Subventions
   pour les transports
   pour la subsistance
     en espèces
     en nature

\(^1\) Peut chevaucher l'agriculture sur les anciennes terres.
\(^2\) Suppose que les semences proviennent des récoltes; les pertes concernent les pertes à l'emmagasinnage.
Année: -2 -1 0 1 2 3 4 5 6 7

2. Indemnité
   pour les terres agricoles perdues
   pour la maison et la parcelle perdues
   pour les autres biens perdus

3. Subventionnement des investissements
   pour les nouvelles terres agricoles
   pour le puits
   pour la nouvelle parcelle d'habitation
   pour l'acquisition d'autres biens

4. Prêts
   pour l'amélioration des terres
   pour le puits
   pour les autres biens (spécifier)

Recettes totales

C) DEPENSES

Consommation du ménage
   en espèces
   consommation familiale

Frais de réinstallation
   frais de transports
   hébergement temporaire
   autres

Dépenses totales

D) INVESTISSEMENTS

Coût des nouvelles terres
Coût de l'amélioration des terres
Coût du puits
Coût de la parcelle d'habitation
Coût du nouveau logement
   moins les matériaux récupérés

Coût total d'investissement

E) SERVICE DE LA DETTE

sur le prêt A
sur le prêt B

Total du service de la dette

F) FLUX DE TRESORERIE NET

Résultat net de A) + B) - C) - D) - E)
Tableau 5

ANALYSE FINANCIERE DES DIFFERENTS SCENARIOS DE REINSTALLATION
Exemple: Laiterie pour une famille sans terre

Année:  

A) REVENU FAMILIAL

1. Avant l'évacuation  
   provenant du travail salarié  
   provenant de l'élevage (revenu net)  
   autre (revenu net)

2. Après l'évacuation  
   a) provenant des vaches laitières  
      valeur brute de la production  
      dont:  
      - consommation familiale  
      - vente de lait  
      - manure  
      moins intrants achetés  
      fourrage vert  
      fourrage sec  
      concentrés  
      services vétérinaires  
      divers  
      revenu agricole net tiré des  
      vaches laitières  

   b) Autres revenus familiaux après  
      l'évacuation  
      provenant du travail salarié  
      autre (revenu net)

   Revenu total

B) AUTRES RECETTES

1. Subventions  
   pour les transports  
   pour la subsistance  
   en espèces  
   en nature

2. Indemnités  
   pour la maison et la parcelle perdues  
   pour les autres biens perdus

3. Subventionnement des investissements  
   pour la nouvelle parcelle d'habitation  
   pour les matériaux de construction  
   pour les vaches  
   pour l'acquisition d'autres biens
Année: -2 -1 0 1 2 3 4 5 6 7

4. Prêts
   pour les vaches laitières
   pour les autres biens (spécifier)

Recettes totales

C) DEPENSES

Consommation du ménage
   en espèces
   consommation familiale

Frais de réinstallation
   frais de transports
   hébergement temporaire
   autres

Dépenses totales

D) INVESTISSEMENTS

Coût de la parcelle d'habitation
Coût du logement et de l'étable
   moins les matériaux récupérés

Coût total d'investissement

E) SERVICE DE LA DETTE

sur le prêt A
sur le prêt B

Total du service de la dette

F) FLUX DE TRESORERIE NET

Résultat net de A) + B) - C) - D) - E)
Tableau 6
MODELES DE TABLEAUX DE COUTS POUR LA REINSTALLATION

Frais généraux et administratifs
de l'Unité de projet de Reinstallation

<table>
<thead>
<tr>
<th>Coût unitaire</th>
<th>Quantité par année</th>
<th>Coût total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>-3</td>
<td>-2</td>
<td>-1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

A. Bureaux, ameublement et logement du personnel:
1. Bâtiments
2. Ameublement
3. Matériel
4. Exploitation et entretien

B. Véhicules
1. Investissement
2. Exploitation et entretien

C. Matériels et fournitures

D. Personnel
1. de direction
2. d'exploitation
3. de service

E. Suivi et évaluation
1. Personnel salarié
2. Matériel
3. Personnel extérieur

F. Formation et perfectionnement du personnel

G. Assistance technique

H. Autre

TOTAL

1/ L'année 0 représente le moment où commencera l'évacuation réelle des intéressés vers les nouveaux périmètres de recasement.
2/ L'emploi de coûts unitaires ne conviendra pas forcément dans tous les cas. On pourra fournir à la place une estimation des dépenses annuelles forfaitaires.
3/ A énumérer dans un tableau séparé.
4/ Par exemple, les responsables de la reinstallation; les spécialistes du développement agricole, de la science vétérinaire, de la pêche, de l'exploitation forestière, etc.
ANNEXE 3

LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DE LA REINSTALLATION
Directives techniques (Liste vérificative)

Le suivi des opérations de réinstallation consiste essentiellement à appliquer les procédures et les méthodes générales de suivi des projets1/ aux opérations de réinstallation de populations, mais en surveillant particulièrement les risques inhérents à de telles opérations. Il s'agit des risques d'appauvrissement, de malnutrition, d'accroissement du taux de morbidité, de dépendance, de bouleversement des normes et structures d'entraide de la communauté, etc. Tous ces risques nécessitent un suivi spécial et une évaluation continue distincts du suivi des volets du projet causant la réinstallation. Ils nécessitent également des personnels de suivi formés à comprendre les problèmes inhabituels associés à la réinstallation des populations.

Le suivi. L'objectif du suivi des opérations de réinstallation devrait être de constituer pour la direction un outil efficace permettant d'évaluer l'état d'avancement de l'opération, d'identifier les difficultés, de constater les problèmes, de déclencher les alertes et donc d'attirer l'attention sur les mesures correctives à prendre immédiatement. Le suivi pourrait être effectué par un groupe (ou une unité) spécialisée(e) sous l'autorité de l'équipe de direction des opérations de réinstallation.

L'évaluation continue devrait porter sur les problèmes sociaux, culturels et économiques plus complexes, tels que décrits ci-après. Il est fort désirable que les équipes ou unités spécialisées effectuant ces évaluations ne soient pas sous l'autorité administrative directe des responsables du programme de réinstallation, afin de pouvoir fournir à la direction une évaluation approfondie et indépendante.

Les méthodes et procédures. Bien que couvrant l'ensemble des habitants réinstallés, l'unité de suivi devrait pouvoir effectuer des évaluations différenciant les groupes sociaux risquant de souffrir davantage du bouleversement occasionné par la réinstallation (par exemple les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux, les travailleurs agricoles sans terre, les ouvriers non qualifiés, les petits vendeurs et artisans, et les autres groupes à risque élevé comme les populations indigènes, les minorités ethniques, les enfants, les familles à la charge de la mère, les personnes âgées, les handicapés, etc.

On emploiera pour ce genre de suivi des procédures imaginatives néanmoins axées sur des indicateurs-clés; par exemple, on utilisera pour suivre ces indicateurs des évaluateurs de terrain qui resideront parmi les groupes affectés et dans leurs nouvelles communautés; on attacera de tels évaluateurs aux caravanes de transport entre les anciens et les nouveaux lieux d'habitation; on recueillera les témoignages individuels, on observera les participants et on effectuera des évaluations qualitatives, etc.

La première étape d'un système de suivi devrait être d'établir des informations de base sur les ménages/familles individuels et leurs normes de vie, leur état de santé, leurs modes d'alimentation, etc. préalablement à l'évacuation; en général, cette tâche devrait précéder l'évacuation d'un an. Les informations de base habituelles pour planifier le système de suivi devront parfois être augmentées de manière à créer des points de référence par rapport auxquels l'on mesurera les résultats, les effets et les objectifs du projet (ou volet) de réinstallation.

Les éléments spécifiques devant être couverts par les études de suivi et les observations des participants au cours de la préparation de l'opération de réinstallation, sont les suivants:

- les communications avec les habitants à déplacer et leurs réactions;
- la connaissance que les habitants à déplacer ont de leurs droits, des options qui leur sont offertes, des différentes possibilités de développement, des calendriers de réinstallation, etc.;
- les visites par les futurs déplacés de leurs périmètres de réinstallation;
- l'évaluation des biens devant être perdus; les procédures pour présenter les demandes d'indemnité;
- le décaissement de l'indemnité et des primes; et
- les tendances des marchés fonciers dans les périmètres d'accueil; les tendances des prix des matériaux de construction des maisons.

Le suivi devrait également couvrir l'état d'avancement matériel de la préparation des périmètres d'accueil (y compris l'assainissement des terres en vue de leur mise en culture, la construction d'écoles, les logements, les routes de desserte, les réseaux d'eau potable, les paturages, les parcelles réservées à la collecte de bois de feu, etc.) avant que les habitants évacués n'arrivent.

Lorsque commencera le déplacement réel des populations, le système de suivi devra couvrir le transport des habitants et de leurs effets personnels vers les zones d'accueil, ainsi que la répartition des biens offerts en remplacement des biens perdus. Une fois l'évacuation commencée, il serait désirable de dresser des rapports hebdomadaires de la situation.

Les informations utiles à la direction incluront la performance du personnel de terrain exécutant l'évacuation des habitants, la participation des habitants évacués, les activités des représentants du gouvernement aidant à la réinstallation, les réactions de la population des périmètres d'accueil, etc.

La propension des habitants à se réinstaller de leur propre côté devra être suivie séparément et d'au moins près que possible, afin d'identifier toute situation nouvelle ou conséquence néfaste inattendue.

Apres l'évacuation des habitants et leur arrivée dans les périmètres d'accueil, le suivi devra être axé sur la fourniture des services et des intrants, l'acquisition/la répartition des terres, la délivrance des titres fonciers, la reconstruction des habitations, la préparation des terres en vue de leur mise en culture, l'évaluation de l'ajustement économique de la population, et les relations entre les nouveaux-arrivés et les autochtones.

Il est essentiel de mettre au point un système d'alerte permettant de signaler les problèmes des habitants réinstallés. En suivant quelques indicateurs-clés, on pourra mesurer rapidement le bien-être des intéressés. On
pourra utiliser les techniques d'enquête pour suivre (i) les biens productifs qu'ils possèdent et (ii) l'état de santé des enfants. Par exemple, on soupçonnera des difficultés sérieuses si les habitants réinstallés vendent leur bétail, leurs outils et leur matériel, leurs véhicules de transport, etc. pour satisfaire leurs besoins de consommation; par contre, des progrès pourront être notés lorsqu'ils se mettront à acheter des biens productifs. La prise de poids des enfants âgés de 12 à 60 mois est un indicateur-clé des niveaux de santé et de nutrition des habitants, qui pourra rapidement révéler l'existence de graves problèmes parmi eux.

Le suivi et l'évaluation continue devraient se poursuivre pendant plusieurs années après la réinstallation effective, mais à des intervalles moins fréquents (par exemple, une fois par an) jusqu'à ce que les habitants réinstallés aient dépassé le stade d'ajustement/de transition et aient retrouvé leurs niveaux de vie préalables au projet. À ce point-là, l'on pourra utiliser les méthodes des études de cas et de l'observation des participants pour suivre les problèmes sociaux et économiques plus complexes et évaluer le niveau de rétablissement économique et social atteint par les habitants réinstallés par rapport aux données de base réunies préalablement au projet (voir l'Annexe 2). Il s'agit des changements suivants par rapport à la situation préalable au projet: les niveaux de vie; les systèmes de production; l'organisation sociale et la direction des nouvelles communautés; la participation aux activités coopératives et organisations communautaires; les taux de consommation d'alcool, de violence et autres indicateurs de stress; les taux de morbidité et de mortalité; l'entraide sociale et l'échange de services tels que la garderie d'enfants; etc.

Des rapports de suivi et d'évaluation devront être présentés périodiquement, pour permettre d'évaluer les progrès de la réinstallation et ses effets par rapport à la politique établie et aux calendriers et points de référence du projet pour chaque phase. Il est crucial d'établir un mécanisme approprié pour communiquer rapidement les rapports sur ces questions aux responsables à même de prendre des mesures correctives immédiates.

De telles informations contribueraient également à la supervision des volets de réinstallation de populations par l'organisme de prêt, auquel il faudrait également présenter des copies des rapports d'évaluation.
NOTES ET REFERENCES


4. Les termes “anthropologique” et “sociologique” sont interchangeables dans ce rapport; toutefois, dans leurs approches et leurs analyses des problèmes de réinstallation des populations, les anthropologues peuvent différer sensiblement des sociologues. Les différences et la complémentarité entre ces deux modes d'étude des mêmes phénomènes sociaux méritent une discussion séparée.


No. 65. Hegstad and Newport, *Management Contracts: Main Features and Design Issues*

No. 66F. Godin, *Preparation of Land Development Projects in Urban Areas* (in French)


No. 68. Armstrong-Wright and Thiriez, *Bus Services: Reducing Costs, Raising Standards*

No. 69. Prevost, *Corrosion Protection of Pipelines Conveying Water and Wastewater: Guidelines*

No. 70. Falloux and Mukendi, *Desertification Control and Renewable Resource Management in the Sahelian and Sudanian Zones of West Africa* (also in French, 70F)

No. 71. Mahmood, *Reservoir Sedimentation: Impact, Extent, and Mitigation*


No. 73. Palange and Zavala, *Water Pollution Control: Guidelines for Project Planning and Financing*

No. 74. Hoban, *Evaluating Traffic Capacity and Improvements to Road Geometry*

No. 75. Noetstaller, *Small-Scale Mining: A Review of the Issues*


No. 77. Gunnerson, *Wastewater Management for Coastal Cities: The Ocean Disposal Option*

No. 78. Heyneman and Fagerlind, *University Examinations and Standardized Testing: Principles, Experience, and Policy Options*

No. 79. Murphy and Marchant, *Monitoring and Evaluation in Extension Agencies*